



20
17

RAPPORT ANNUEL DU FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES



Commission
européenne



Union européenne Afrique
Fonds fiduciaire pour les Infrastructures



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE



Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures

Rapport annuel 2017



Union européenne Afrique
Fonds fiduciaire pour les infrastructures



La banque de l'UE



RAPPORT ANNUEL DU FONDS FIDUCIAIRE UE-AFRIQUE POUR LES INFRASTRUCTURES 2017

© Banque européenne d'investissement, 2018.

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org.

Photo de couverture : Shutterstock

© Photographies et illustrations : p. 4/5 : Aleksander Hunta / Shutterstock.com, p. 6/7 : photothèque de la BEI, p. 9 : Shutterstock / ChrisVanLennopPhoto, p.16 : Eric Le Pichon / RMMG Consultants – Maurice, p. 17 : ONU HABITAT, p. 18 : The Resident Engineer - Lot 1 : Isebania - Kisii (A1) Project & African Union Commission, p. 19 : Kenya Power and Lighting Company Ltd (KPLC) & Direction Générale des Travaux Publics du Togo, p. 20/21 : BEI, p. 24 : Service européen pour l'action extérieure / Ludovic Durel, p. 26 : RawPictures Co. Ltd for AFD, p. 28 : : eleQtra Limited, p. 29/33 : AFD / Stéphanie Bouziges-Eschmann, p. 30 : Shutterstock, p. 32 : AFD / Nadège Hopman, p. 34 : eleQtra Limited

L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d'auteur.

Imprimé par l'Imprimerie centrale sur papier MagnoSatin, avec des encres à base d'huiles végétales, sur papier composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées) et certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FCS).



Sommaire

Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures	6
Avant-propos conjoint du président de la BEI et du commissaire européen à la coopération internationale et au développement	10
Le FFUEAI en bref	12
Le soutien du FFUEAI apporte une réelle amélioration	15
Résultats opérationnels	20
Les ressources : état des lieux	20
Opérations de subvention approuvées en 2017	22
Répartition des opérations du FFUEAI en 2017 par type de subvention	24
Répartition des opérations du FFUEAI en 2017 par secteur	25
Répartition des opérations du FFUEAI en 2017 par région principale	25
Description des opérations de subvention du FFUEAI approuvées au titre de l'enveloppe SE4ALL	26
Financement de l'action en faveur du climat à Maurice – SUNREF destiné à l'adaptation aux changements climatiques	26
Projet d'énergie éolienne InfraCo au Ghana	28
Ligne de crédit en faveur des mini-réseaux écologiques au Kenya	29
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	30
Appui au développement géothermique à Tendaho (Éthiopie)	32
Fourniture durable d'électricité Division Sud	33
Total des décaissements depuis la création du Fonds	34
Observations finales de la présidente du comité de gestion	36
Annexes	37
Liste des opérations de subvention approuvées depuis la création du Fonds	37
États financiers abrégés	48
Liste des donateurs, de leurs représentants, des membres du GBF et total des contributions reçues	50
Liste des pays africains admissibles	51



Union européenne **Afrique**
Fonds fiduciaire pour les infrastructures

Rapport annuel







Le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures

Établi en 2007 par la Commission européenne et plusieurs États membres, le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI) est un instrument d'un dispositif plus vaste, le Partenariat UE-Afrique pour les infrastructures. L'objectif du FFUEAI est de renforcer les investissements dans les infrastructures en Afrique subsaharienne en associant des financements à long terme, accordés par les bailleurs de fonds participants (institutions européennes de financement du développement et Banque africaine de développement), aux aides non remboursables de la Commission européenne et de plusieurs États membres de l'UE. En améliorant l'interconnectivité entre pays d'Afrique subsaharienne et en facilitant les échanges commerciaux et l'intégration régionale, le Fonds contribue à réduire la pauvreté et à stimuler une croissance économique durable sur l'ensemble du continent.



Le FFUEAI est doté de deux enveloppes d'aides non remboursables distinctes :

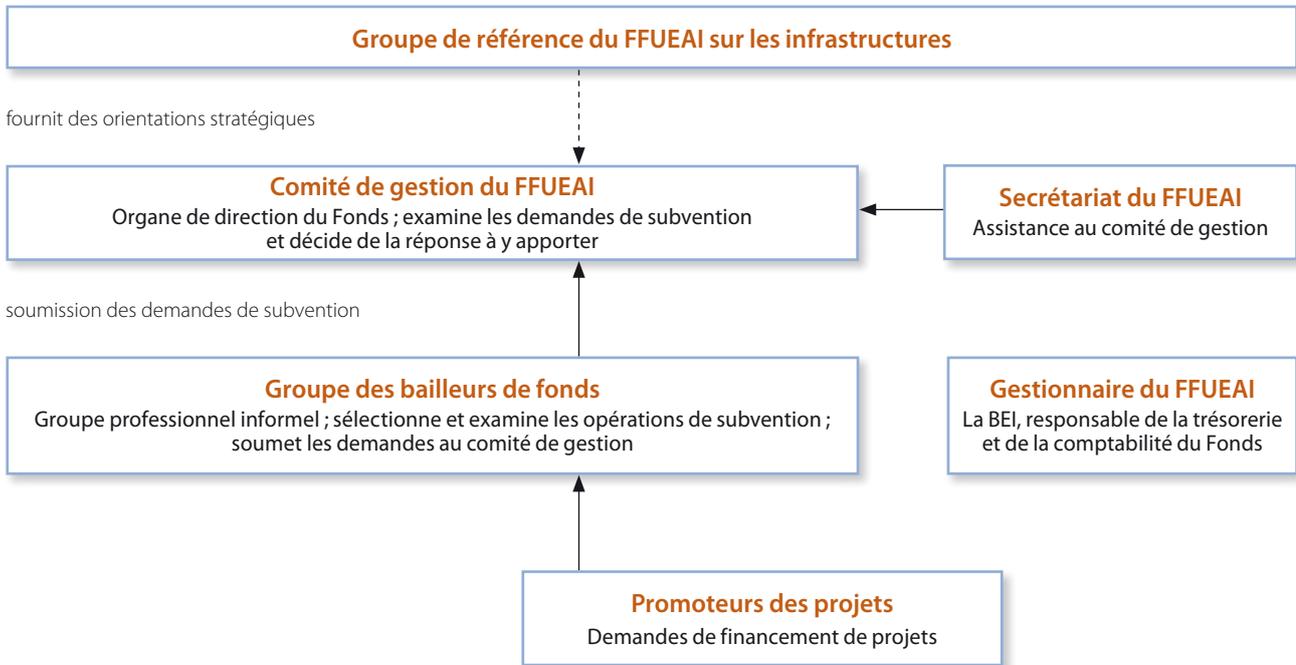
- **l'enveloppe régionale** (485 millions d'EUR¹) qui assure la promotion de projets d'infrastructures transfrontalières ou de projets nationaux ayant clairement des retombées positives à l'échelle régionale dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau ou des technologies de l'information et de la communication (TIC). En 2017, le FFUEAI a approuvé au titre de l'enveloppe régionale une aide non remboursable en faveur d'un projet dans le secteur des transports. Depuis la création du Fonds, 79 aides non remboursables, représentant un montant total de 433,2 millions d'EUR, ont été approuvées au titre de cette enveloppe ;
- **l'enveloppe Énergie durable pour tous (SE4ALL)** (330 millions d'EUR), qui appuie des projets régionaux, nationaux ou locaux visant la réalisation des objectifs de l'initiative SE4ALL. Celle-ci a été introduite dans le but d'atteindre trois grands objectifs d'ici à 2030 : assurer un accès universel à des services énergétiques modernes, abordables et durables ; doubler, à l'échelle mondiale, le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique ; et doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. En 2017, le FFUEAI a octroyé neuf subventions à l'appui de six projets relevant de l'initiative SE4ALL. Opérationnelle depuis juillet 2013, cette enveloppe a déjà financé 40 aides non remboursables, représentant un montant total de 300,7 millions d'EUR.

Le FFUEAI fournit quatre types d'aides non remboursables :

- une **assistance technique (AT)**, destinée à la préparation et à la supervision des projets, et aux interventions ciblées de renforcement des capacités ;
- des **subventions à l'investissement (SI)**, consacrées au financement des composantes d'un projet ou d'une partie des investissements afin d'accroître la concessionnalité du montage financier ;
- des **bonifications d'intérêt (BI)**, visant à réduire les taux d'intérêt et donc l'endettement total de l'emprunteur conformément aux accords de viabilité de la dette ; et
- des **instruments financiers (IF)**, destinés à financer les coûts de garantie, les investissements en fonds propres ou quasi-fonds propres, les participations et les instruments de partage des risques.

¹ Montant annoncé.

Le tableau ci-après présente la structure de gouvernance du FFUEAI :



1. Le **groupe de référence du FFUEAI sur les infrastructures** est composé de représentants de la Commission de l'Union africaine et d'États membres de l'UE. Il fournit des orientations stratégiques au comité de gestion du FFUEAI dans les quatre secteurs d'activités du Fonds (énergie, transports, eau et TIC), en veillant à la cohérence de la stratégie conjointe UE-Afrique. Le groupe interagit avec d'autres organismes internationaux ou initiatives dans le domaine des infrastructures, comme le Consortium pour les infrastructures en Afrique et l'initiative SE4ALL.
2. Le **comité de gestion du FFUEAI** est l'instance dirigeante du Fonds et est composé des représentants de tous les **donateurs du FFUEAI** (la Commission européenne et les treize États membres participants), dont le droit de vote dépend de la date de leur dernière contribution. Le gestionnaire et le secrétariat du FFUEAI participent au comité de gestion sans disposer du droit de vote. Les autres États membres de l'UE peuvent participer en qualité d'observateurs. Le comité de gestion du FFUEAI prend toutes les grandes décisions opérationnelles. Il est chargé d'examiner et d'approuver les demandes de subvention, en s'assurant que toutes les exigences financières et techniques sont remplies et en étudiant l'impact des projets sur le développement.
3. Le **groupe des bailleurs de fonds des projets (GBF)** identifie les opérations de subvention proposées par les promoteurs, les examine au sein du groupe et, une fois validées, les soumet au comité de gestion pour approbation. Chaque donateur désigne un bailleur de fonds responsable de projets pour participer au groupe. Les bailleurs de fonds peuvent être des institutions de financement du développement, des banques, des agences des États membres et d'autres organismes publics spécialisés dans le développement international.
4. Le **gestionnaire du Fonds** : le gestionnaire (la BEI) est chargé de la gestion financière, de la comptabilité et des opérations de trésorerie du Fonds.
5. Le **secrétariat** assiste le comité de gestion, veille à l'efficacité et à l'efficience du fonctionnement quotidien du Fonds, assure la liaison avec le GBF et coordonne l'ensemble du processus de gouvernance du FFUEAI. En outre, il fait office de point de contact permanent pour les parties prenantes intéressées par les activités du Fonds.



Avant-propos conjoint du président de la BEI et du commissaire européen à la coopération internationale et au développement

L'Union européenne et l'Afrique subsaharienne, la région d'intervention du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI), sont liées par un partenariat de longue date et une vision commune de l'avenir. Le sommet Union africaine-Union européenne qui s'est déroulé à Abidjan en Côte d'Ivoire, en novembre 2017, autour du thème « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable » a permis de renforcer ces liens. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a déclaré à cette occasion aux dirigeants africains et européens que « nous ne pourrions récolter les fruits du dividende démographique que si nous investissons de manière intelligente. C'est précisément la raison pour laquelle nous allons investir dans l'éducation, les infrastructures, la paix et la sécurité, ainsi que dans la bonne gouvernance ; tous ces investissements amélioreront le climat des affaires et généreront des emplois et de la croissance bien nécessaires. »¹

Parmi les différents secteurs visés, les infrastructures s'avèrent cruciales. Créé il y a dix ans, le FFUEAI a pour objet de promouvoir les investissements dans les infrastructures durables en Afrique subsaharienne, afin d'aider à éradiquer la pauvreté et à améliorer les conditions socio-économiques dans cette région. Les projets financés par le FFUEAI contribuent à atteindre cet objectif moyennant le panachage de subventions accordées par l'UE ou ses États membres et de financements à long terme de la BEI ainsi que d'autres bailleurs de fonds soutenant ces projets. Lesdits projets ont permis la construction ou la rénovation de nombreuses routes, la pose de câbles internet à haut débit et le raccordement de milliers d'habitations à l'électricité et à l'eau potable saine. Chaque euro de subvention versé par le FFUEAI a contribué à mobiliser 18,4 EUR d'investissements nouveaux dans des infrastructures, pour un total de 8,3 milliards d'EUR.

En 2017, le FFUEAI a surtout orienté son soutien vers le secteur de l'énergie en s'appuyant sur des financements spécifiques au titre de l'initiative « Énergie durable pour tous » (SE4ALL). Répartis dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, les projets soutenus ont notamment concerné le financement de mini-réseaux électriques au Kenya, d'un parc éolien à vocation commerciale au Ghana, du développement de la géothermie en Éthiopie ou encore du renforcement de l'efficacité énergétique de lignes de distribution d'électricité en Zambie. Ces exemples témoignent de l'engagement du FFUEAI à atteindre les objectifs SE4ALL relatifs à l'octroi d'un accès universel à des services énergétiques modernes, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'augmentation de la part des énergies renouvelables en vue d'étayer les ambitions de l'Accord sur le climat obtenu par la communauté internationale à Paris en 2015.

Lors de la COP23 organisée à Bonn l'année dernière, la Commission européenne et la BEI ont toutes deux réaffirmé leur volonté de concrétiser ces ambitions. En réalité, l'UE est le principal contributeur financier de l'action pour le climat dans les pays en développement, nos partenaires africains figurant parmi les grands bénéficiaires. Premier bailleur de fonds multilatéral au monde pour le financement de projets relevant de l'action en faveur du climat, la BEI s'est engagée à fournir 100 milliards d'USD pour des initiatives liées au climat sur la période de cinq ans qui se terminera en 2020, ce qui devrait permettre de mobiliser environ 250 milliards d'USD à l'appui d'investissements respectueux du climat.

Lors du sommet Union africaine-Union européenne, la Commission a également présenté son ambitieux Plan européen d'investissement extérieur, dont la BEI est un partenaire important. Dans le contexte du Plan européen d'investissement extérieur, nos deux institutions collaboreront en vue de stimuler les

¹ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-5007_fr.htm



investissements du secteur privé par l'intermédiaire d'instruments financiers innovants. Ces instruments consistent en des mécanismes de garantie, de partage des risques et de participation en fonds propres. Tous sont en mesure d'exercer un effet multiplicateur sur les financements limités mis à disposition, en mobilisant des apports financiers supplémentaires. En effet, ces solutions de financement intelligentes jouent un rôle plus important que jamais pour la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies, alors que la conjoncture est à la restriction des fonds publics. Il est vital que nous unissions les forces des acteurs publics et privés aux côtés d'autres partenaires du développement.

Cette évolution claire vers des instruments financiers plus innovants a également été mise en évidence par le FFUEAI en 2017. Une des subventions approuvées au titre du FFUEAI a

permis de soutenir le développement de la géothermie en Éthiopie, tandis qu'une autre a alimenté une facilité de trésorerie pendant la période d'exploitation d'un parc éolien au Ghana. Le FFUEAI a également continué à soutenir des investissements du secteur privé. Parmi les sept projets approuvés en 2017, quatre relèvent du privé ou de partenariats public-privé.

En 2017, le FFUEAI a atteint – et même dépassé – son objectif qui était d'engager ses ressources restantes. Il est effectivement parvenu à affecter chaque euro versé par ses donateurs. Dans certains cas, il a même réutilisé pour d'autres opérations des montants non utilisés et restitués alors qu'ils avaient fait l'objet d'engagements antérieurs. S'agissant de l'avenir, les donateurs du FFUEAI décideront de la manière de gérer les ressources récupérées des opérations en cours.

Neven Mimica,
Commissaire à la coopération internationale et
au développement
Commission européenne
Donateur fondateur

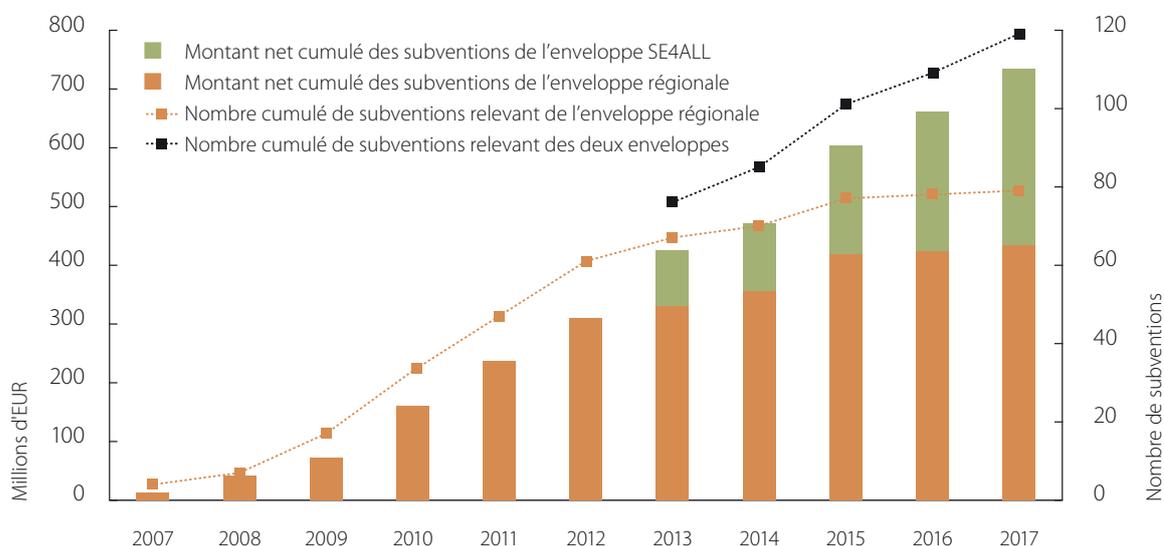
Werner Hoyer,
Président
Banque européenne d'investissement
Gestionnaire du FFUEAI

Le FFUEAI en bref

Le portefeuille du FFUEAI est composé de 86 projets d'infrastructure. Ceux-ci sont soutenus par 119 subventions représentant un montant total net de 733,9 millions d'EUR². Depuis 2007, la progression des subventions est continue, d'abord au titre de l'enveloppe régionale initiale puis, de manière croissante, de l'enveloppe SE4ALL, mise en place en 2013. À ce jour, les projets approuvés au titre de l'enveloppe SE4ALL représentent 41 % (soit 300,7 millions d'EUR) du montant total net des subventions.

Approbations nettes et cumulées du FFUEAI de 2007 à 2017

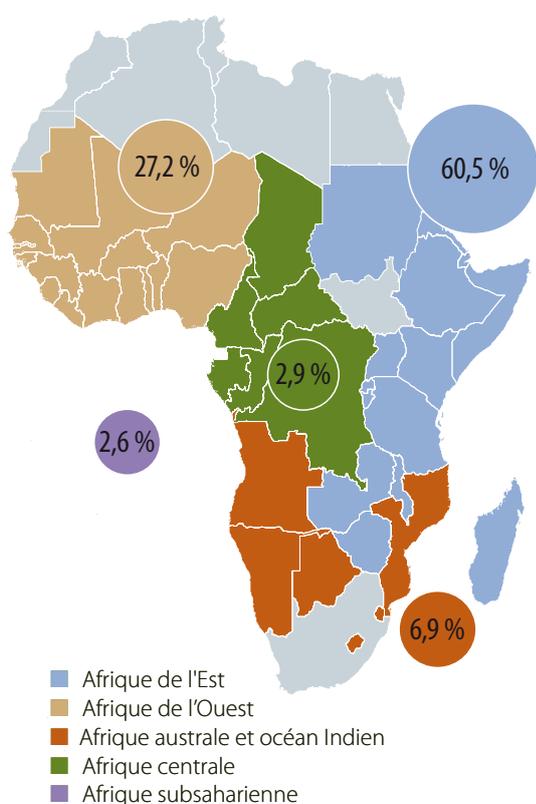
(en millions d'EUR et en nombre de subventions)



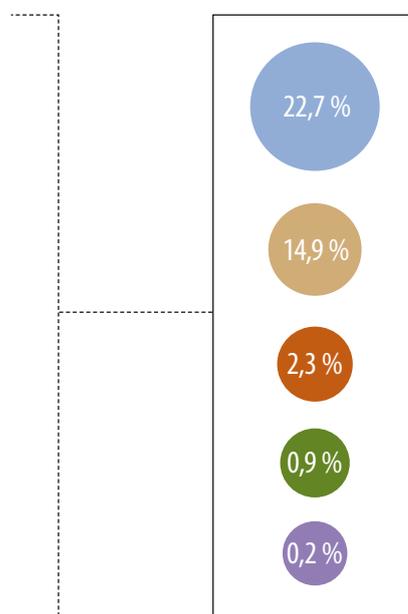
² À l'exclusion de la rémunération des bailleurs de fonds principaux.

L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest demeurent les régions les plus soutenues. À elles deux, elles ont bénéficié de 80 % de l'ensemble des opérations de subvention et de 88 % du montant total des subventions. Le montant total des approbations alloué à l'Afrique de l'Est représente plus du double de celui alloué à l'Afrique de l'Ouest.

Approbations du FFUEAI par RÉGION principale (% du montant cumulé)



Dont au titre de l'enveloppe SE4ALL



Région principale ³	Montant cumulé des subventions (en EUR)	% du montant	Nombre de subventions
Afrique de l'Est	444 107 897	60,5	58
Afrique de l'Ouest	199 309 918	27,2	37
Afrique australe et océan Indien	50 296 496	6,9	12
Afrique centrale	21 378 448	2,9	6
Afrique subsaharienne	18 800 000	2,6	6
Total	733 892 759	100,0	119

³ Pour la liste des pays de chaque ensemble, voir l'annexe.

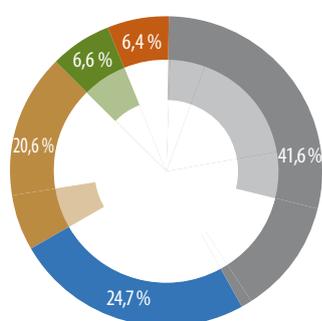
En valeur, les subventions à l'investissement continuent de représenter la plus grande part des approbations du FFUEAI. Gagnant 4,7 points de pourcentage depuis 2016, cette part a considérablement progressé et représente désormais 305 millions d'EUR, soit 41,6 % du montant total des approbations. Représentant 86 % du montant total des approbations relevant de l'en-

veloppe SE4ALL, les subventions à l'investissement et les instruments financiers forment une part particulièrement importante des approbations au titre de ladite enveloppe. En nombre d'opérations, les subventions d'assistance technique constituent plus de la moitié de l'ensemble des approbations. Il s'agit par conséquent du type d'instrument le plus fréquemment utilisé.

Approbations du FFUEAI par TYPE de subvention

(% du montant total cumulé)

(le cercle intérieur représente la part de SE4ALL)



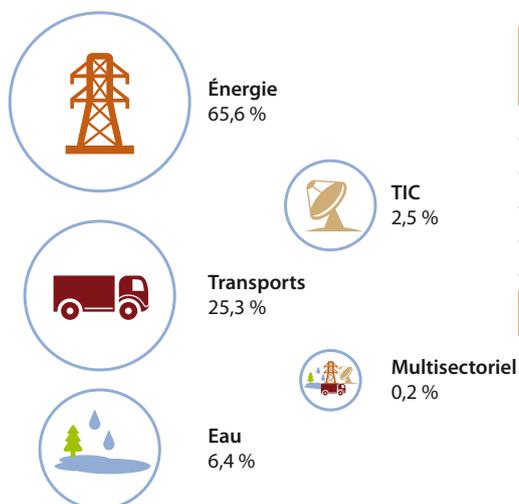
■ Subvention à l'investissement ■ Bonification d'intérêt
■ Assistance technique ■ Instrument financier
■ Subvention directe

Type de subvention	Montant de la subvention (en EUR)	% du montant	Nombre de subventions
Subvention à l'investissement	305 285 765	41,6	25
Bonification d'intérêt	181 628 906	24,7	18
Assistance technique	151 462 103	20,6	68
Instrument financier	48 600 000	6,6	4
Subvention directe	46 915 984	6,4	4
Total	733 892 759	100,0	119

Les opérations soutenant les secteurs de l'énergie et des transports représentent plus de 90 % du montant total des subventions approuvées et 87 % en nombre total d'opérations. La part du secteur de l'énergie a fortement progressé depuis 2016, tant du point de vue du montant des subventions que du nombre d'opérations. Cela n'est guère surprenant, étant donné que la majorité des subventions approuvées en 2017 relève de l'enveloppe SE4ALL.

Approbations du FFUEAI par SECTEUR

(% du montant total cumulé)



Secteur	Montant de la subvention (en EUR)	% du montant	Nombre de subventions
Énergie	481 798 943	65,6	75
Transports	185 346 080	25,3	29
Eau	47 100 000	6,4	7
TIC	18 347 737	2,5	6
Multisectoriel	1 300 000	0,2	2
Total	733 892 759	100,0	119

Le soutien du FFUEAI apporte une réelle amélioration

À ce jour, 26 opérations de subvention et sept projets relevant du portefeuille du FFUEAI ont été menés à terme. Le coût total des projets d'ores et déjà opérationnels ou ayant atteint la phase d'investissement s'élève à 8,3 milliards d'EUR. Les subventions à l'appui de ces projets représentent un montant total de 449 millions d'EUR. L'effet de levier de chacune de ces subventions sur les investissements est donc de 18,4. Plus de la moitié du montant total des investissements, soit 4,8 milliards d'EUR, a été financée par le groupe des bailleurs de fonds, ce qui confère un effet de levier de 10,7 à la contribution financière de ce groupe.

Chaque euro de subvention⁴
du FFUEAI
a permis de mobiliser

18,4 EUR

d'investissements.

Les subventions du FFUEAI présentent une forte valeur ajoutée. Soutenus par le FFUEAI, les projets ont acquis une viabilité financière ou économique ou ont renforcé leur impact social ou environnemental, ce qui leur a permis de toucher un plus grand nombre de personnes.

Exemples de la valeur ajoutée des subventions du FFUEAI⁵

- De nombreux pays dans lesquels le FFUEAI intervient sont ou ont été classés par le FMI et la Banque mondiale dans la catégorie des pays pauvres très endettés. Ils sont donc soumis à certaines exigences en matière de viabilité de la dette, de sorte qu'ils ne peuvent contracter des prêts qu'à condition d'inclure un élément de concessionnalité. Les subventions du FFUEAI (par exemple les bonifications d'intérêts ou les subventions à l'investissement) aident à remplir ces critères de concessionnalité en réduisant la charge de la dette pour l'emprunteur. Ainsi, les subventions permettent à ces pays d'investir, malgré les conditions qui leur sont imposées.
- Lorsque le climat d'investissement est incertain (par exemple dans les secteurs à haut risque ou les pays perçus comme politiquement vulnérables), les subventions du FFUEAI encouragent les investissements des secteurs public et privé en fournissant les incitations financières ou les mécanismes d'atténuation des risques qui aident à mobiliser les fonds nécessaires à la réalisation des projets.
- De nombreuses subventions d'assistance technique du FFUEAI ont contribué à renforcer les capacités des promoteurs ou des intermédiaires financiers. Cela a permis de placer davantage l'accent sur des critères sociaux ou environnementaux, ou encore de mettre en œuvre plus rapidement les projets tout en respectant des normes de qualité plus strictes, que ce qui était auparavant possible.
- Le soutien du FFUEAI a joué un rôle essentiel dans le renforcement de l'impact pour les populations sur le terrain. Dans le cadre d'une série de projets dans le secteur des transports, les subventions ont financé des éléments auxiliaires qui, à défaut, n'auraient pu être mis en œuvre, comme des passerelles piétonnes ou des éclairages, qui ont rendu les routes plus sûres. Pour d'autres projets dans le domaine de l'énergie, les subventions du FFUEAI ont financé des éléments tels que les raccordements du dernier kilomètre qui ont contribué à approvisionner en électricité des zones qui, autrement, n'auraient pas été connectées, augmentant ainsi le nombre des bénéficiaires.

⁴ Subventions soutenant des projets en phase d'investissement ou opérationnels exclusivement.

⁵ Opérations de subvention en cours ou achevées.

Dans les quatre secteurs d'activité du FFUEAI – l'eau, l'énergie, les transports et les technologies de l'information et de la communication – les projets du Fonds changent la donne. Ils contribuent au développement économique et social de l'Afrique subsaharienne de bien des façons. En voici quelques exemples :

- fourniture d'électricité à **3 087 650** ménages. Production de **2,2** GW d'électricité supplémentaire à partir de sources d'énergie renouvelables ;
- installation ou modernisation de **18 251** km de lignes de transport ou de distribution ;
- construction ou rénovation de **1 850** km de routes ;
- accès à une eau potable saine pour **693 500** ménages ;

Projet « Financement des énergies vertes dans la région de l'océan Indien (GEFIOR) »

AT du FFUEAI de **1,7 million d'EUR** :

un centre commercial mauricien a investi dans des technologies durables de pointe dans le domaine de la climatisation, du traitement de l'eau et de l'éclairage. L'électricité est produite à partir de panneaux solaires installés sur les toits.



- amélioration des services d'assainissement pour **118 000** ménages ;
- installation de **11 930** km de câbles internet⁶ ;
- création de **2 661** emplois directs permanents et de **41 961** emplois pendant la phase de construction.

⁶ Déjà réalisé.

En outre, il ne faut pas oublier les nombreuses petites réussites qui se cachent derrière les grands projets d'investissement dans les infrastructures soutenus par le FFUEAI. Elles peuvent paraître insignifiantes par rapport à l'investissement global, mais elles peuvent être porteuses d'importantes améliorations pour la vie quotidienne des personnes. Certains chargés de projets nous ont fait part d'une série de réalisations :

Projet « Lac Victoria WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Mwanza »

BI du FFUEAI de **10,7 millions d'EUR** et AT de **7 millions d'EUR** :

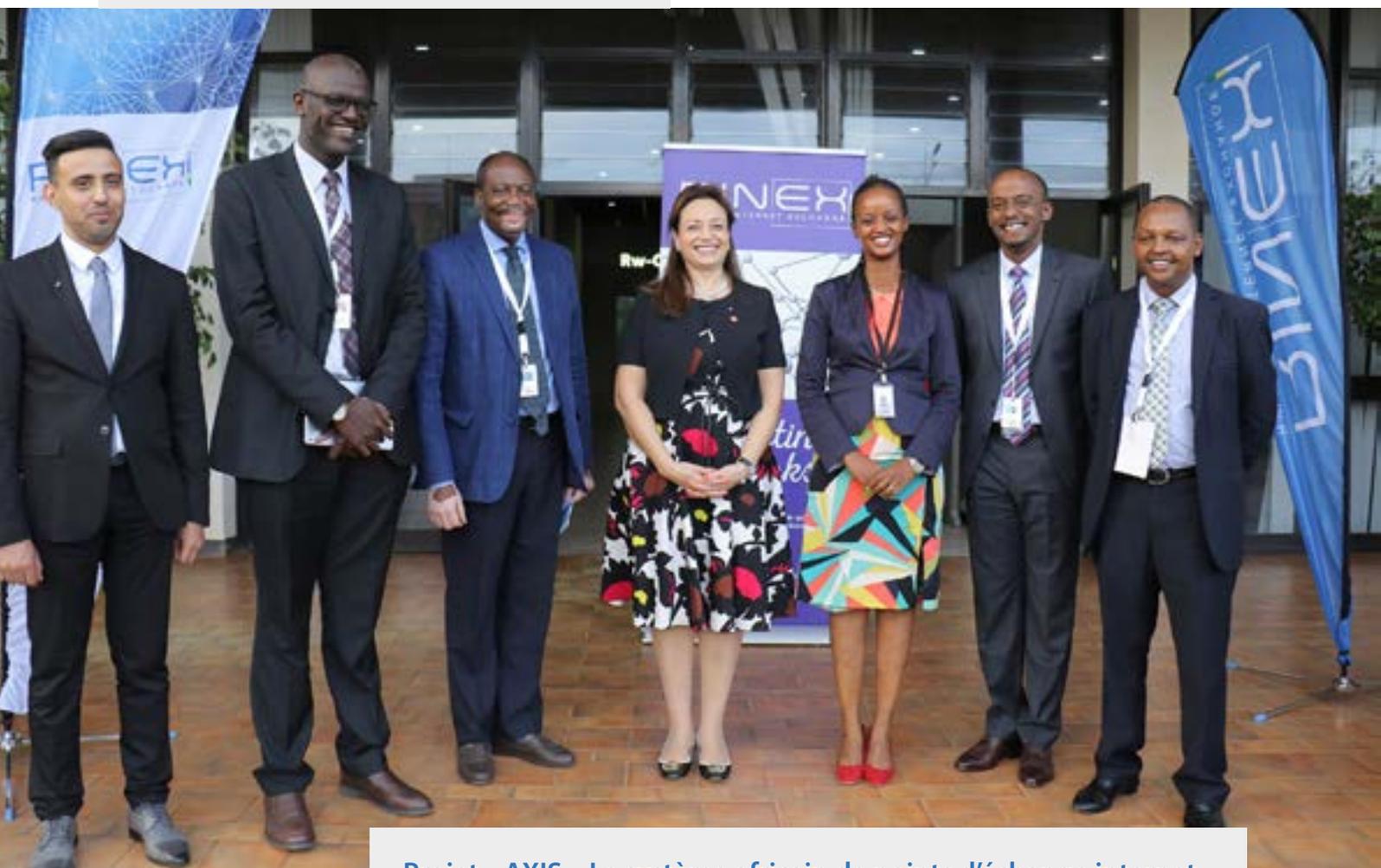
les habitants du village de Kilimahewa, Mwanza, Tanzanie sont approvisionnés en eau propre



Projet « Amélioration de l'accessibilité et de la sécurité routière dans le corridor de Sirari : réfection des routes du tronçon Isebania-Kisii-Ahero »

SI du FFUEAI de **10 millions d'EUR** :

la route Suneka – Rangwe (14 km) est prête pour les essais



Projet « **AXIS – Le système africain de points d'échange internet** »

AT du FFUEAI de **5,1 millions d'EUR** :

lancement du point d'échange internet au Rwanda. Le programme AXIS a établi 15 nouveaux points d'échange internet nationaux⁷ dans cinq régions africaines, ce qui a permis d'économiser des millions de dollars américains sur le trafic de télécommunications et de conserver le contenu à l'échelon local

⁷ Et d'aider huit d'entre eux à acquérir une dimension régionale.



Projet « Électrification rurale au Kenya (dernier kilomètre) »

SI du FFUEAI de **30 millions d'EUR :**

raccordement des foyers kényans au réseau électrique



Projet « Corridor routier Togo-Burkina Faso »

AT du FFUEAI de **2,34 millions d'EUR :**

état du pont d'Alinmondji avant et après les travaux de construction



Résultats opérationnels

Les ressources : état des lieux

Au 31 décembre 2017, 96 % du total des ressources nettes du FFUEAI⁸ avaient été engagées. Ce pourcentage tient compte des engagements relatifs aux subventions, d'un montant total de 733,9 millions d'EUR, et de la rémunération correspondante des bailleurs de fonds.

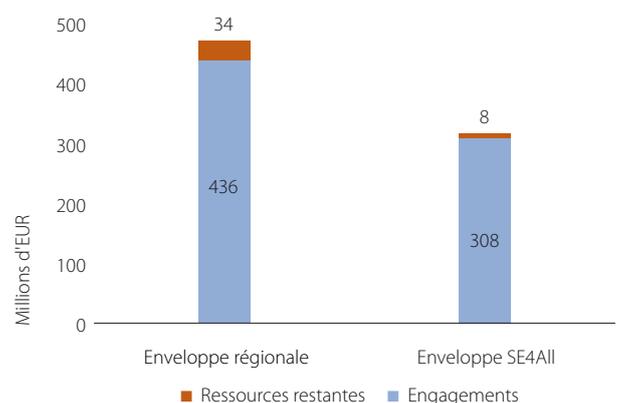
8 Consiste en contributions versées, nettes des frais, des dépenses et des intérêts perçus.



Les engagements au titre de l'enveloppe SE4ALL atteignent désormais 97 %, alors qu'ils ne représentaient que 82 % en 2016, il y a un an. Si l'on y ajoute les subventions approuvées cette année, l'enveloppe SE4ALL est presque entièrement engagée. En ce qui concerne l'enveloppe régionale, 93 % de ses ressources nettes totales ont été engagées.

Il convient de noter que les ressources du FFUEAI sont sans cesse reconstituées par les fonds inutilisés provenant d'opérations annulées ou (partiellement) achevées ayant au final nécessité une subvention d'un montant plus faible que prévu. Jusqu'à présent, la grande majorité des restitutions provenait d'opérations de subvention achevées et relevant de l'enveloppe régionale initiale du FFUEAI. Cela explique le montant relativement élevé des ressources restantes au titre de cette enveloppe au 31 décembre 2017, par rapport à l'enveloppe SE4ALL. Dans le cadre de cette dernière, introduite beaucoup plus récemment, en 2013, la plupart des opérations de subventions ne sont pas encore achevées.

Ressources nettes par enveloppe : engagements et ressources restantes (au 31 décembre 2017)



Opérations de subvention approuvées en 2017

En 2017, dix nouvelles opérations de subvention, d'un montant total de 73,6 millions d'EUR, ont été approuvées à l'appui de sept projets différents. La quasi-totalité de ces opérations, soit neuf d'entre elles, représentant un montant de 64,2 millions d'EUR, concernaient le secteur de l'énergie et ont été approuvées dans le cadre de l'enveloppe SE4ALL du FFUEAI. Une subvention de 9,4 millions d'EUR a été approuvée au titre de l'enveloppe régionale pour un projet dans le secteur des transports.

Plus de la moitié des approbations en valeur de 2017 (soit 43,6 millions d'EUR) appuient la phase d'investissement des projets. Ces subventions devraient permettre de mobiliser 940,3 millions d'EUR d'investissements, soit 21,6 fois leur montant.

Opérations de subvention approuvées au titre de l'enveloppe régionale du FFUEAI, 2017

Soutien à la phase d'investissement des projets

Opération de subvention	Région principale	Secteur	Type	Bailleur principal	Montant de la subvention (en EUR)	Date d'approbation
SI destinée aux travaux de génie civil pour le projet de remise en état de l'axe routier Beroubouay - Malanville ⁹	Afrique de l'Ouest	Transports	SI	BAfD	9 411 765	16.03.2017
Total projets en phase d'investissement					9 411 765	
TOTAL ENVELOPPE RÉGIONALE					9 411 765	

Opérations de subvention approuvées au titre de l'enveloppe SE4ALL du FFUEAI, 2017

Soutien à la phase d'investissement des projets

Opération de subvention	Région principale	Secteur	Type	Bailleur principal	Montant de la subvention (en EUR)	Date d'approbation
SI destinée au projet SUNREF – Financement de l'action en faveur du climat à Maurice : investissements dans les domaines des changements climatiques et de l'égalité des sexes	Afrique de l'Est	Énergie	SI	AFD	3 750 000	16.03.2017
AT destinée à soutenir les promoteurs de projets, les prestataires de services locaux et les banques partenaires dans le cadre du projet SUNREF – Financement de l'action en faveur du climat à Maurice	Afrique de l'Est	Énergie	AT	AFD	3 250 000	16.03.2017
SI pour un accès durable à l'électricité dans le sud de la Zambie	Afrique australe et océan Indien	Énergie	SI	KfW	10 400 000	16.03.2017
Facilité de trésorerie pour le projet d'énergie éolienne au Ghana	Afrique de l'Ouest	Énergie	IF	PIDG	9 250 000	08.12.2017
Total projets en phase d'investissement					26 650 000	

Soutien à la phase de préparation des projets

Subvention convertible destinée à l'appui au développement géothermique à Tendaho (Éthiopie)	Afrique de l'Est	Énergie	IF	AFD	8 000 000	16.03.2017
SI destinée au projet de centrale hydroélectrique de Ruzizi III (phase II)	Afrique de l'Est	Énergie	SI	BEI	22 000 000	16.03.2017
Total pour la phase de préparation					30 000 000	

Soutien aux phases de préparation et d'investissement des projets

AT destinée au projet de centrale hydroélectrique de Ruzizi III (prestation de conseils techniques, juridiques et financiers à l'intention d'EGL)	Afrique de l'Est	Énergie	AT	KfW	1 900 000	16.03.2017
AT pour la ligne de crédit destinée aux mini-réseaux écologiques au Kenya	Afrique de l'Est	Énergie	AT	AFD	1 750 000	08.12.2017
SI pour la ligne de crédit destinée aux mini-réseaux écologiques au Kenya	Afrique de l'Est	Énergie	SI	AFD	3 900 000	08.12.2017
Total pour les phases de préparation et d'investissement					7 550 000	
TOTAL SE4ALL					64 200 000	
TOTAL GÉNÉRAL (enveloppe régionale + SE4ALL)					73 611 765	

⁹ Le projet ne sera finalement pas mis en œuvre dans le cadre du programme de prêts de la BAfD. Il n'est donc pas répertorié dans la partie « Description des opérations de subvention du FFUEAI » du présent rapport.



1 Projet de remise en état de l'axe routier Beroubouay-Malanville
SI 9,41 millions d'EUR

2 Financement de l'action en faveur du climat à Maurice – SUNREF
destiné à l'adaptation aux changements climatiques
SI 3,75 millions d'EUR, AT 3,25 millions d'EUR

3 Approvisionnement en électricité durable - Division Sud
SI 10,4 millions d'EUR

4 Projet d'énergie éolienne InfraCo au Ghana
IF 9,25 millions d'EUR

5 Appui au développement géothermique à Tendaho (Éthiopie)
IF 8 millions d'EUR

6 PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional
SI 22 millions d'EUR, AT 1,9 million d'EUR

7 Ligne de crédit en faveur des mini-réseaux écologiques au Kenya
SI 3,9 millions d'EUR, AT 1,75 million d'EUR



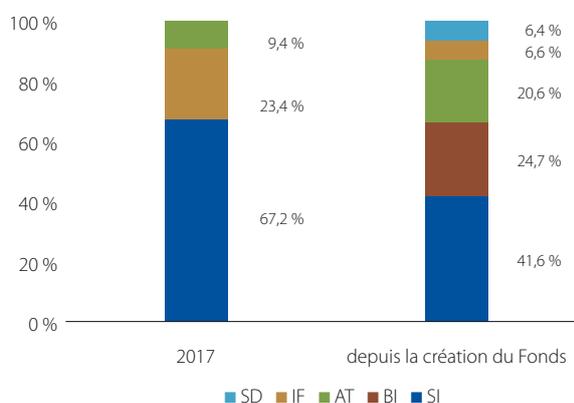
4.2.1 Répartition des opérations du FFUEAI en 2017 par type de subvention

Si l'on se penche sur les montants des opérations de subvention approuvées¹⁰ en 2017, les parts des subventions à l'investissement (67,2 % contre 41,6 % depuis la création du Fonds) et des instruments financiers (23,4 % contre 6,6 % depuis la création du Fonds) apparaissent comme particulièrement élevées. Pour ce

qui est du nombre d'opérations, les subventions à l'investissement ont également été le type de subvention le plus utilisé avec cinq opérations approuvées en 2017, suivies de l'assistance technique (trois opérations) et des instruments financiers (deux opérations).

	Approuvé en 2017		Approuvé depuis la création du Fonds	
	en Mio EUR	en %	en Mio EUR	en %
SI	49,5	67,2	305,3	41,6
BI			181,6	24,7
AT	6,9	9,4	151,5	20,6
IF	17,3	23,4	48,6	6,6
SD			46,9	6,4
TOTAL	73,6	100	733,9	100

Répartition des approbations du FFUEAI par type de subvention
(% du montant total)
En 2017 et depuis la création du Fonds



¹⁰ À l'exclusion de la rémunération du bailleur de fonds principal.

Répartition des opérations du FFUEAI en 2017 par secteur

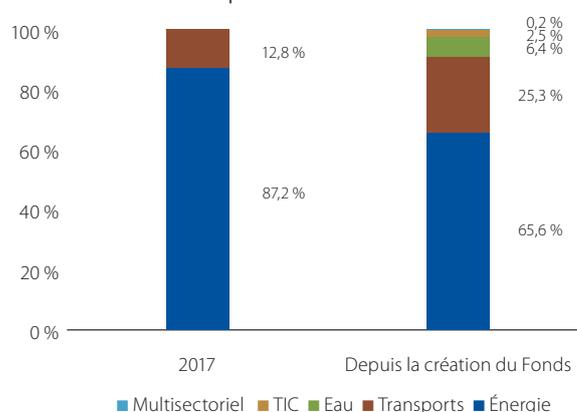
Tout comme en 2016, en 2017, le FFUEAI a placé un accent particulier sur l'allocation des ressources restantes au titre de l'enveloppe SE4All. Partant, neuf des dix subventions (représentant 64,2 millions d'EUR, soit 87,2 % du montant des appro-

bations de l'année) ont été consacrées au secteur de l'énergie. Une subvention de 9,4 millions d'EUR, soit 12,8 % du montant des approbations, a été allouée à un projet relevant du secteur des transports.

	Approuvé en 2017		Approuvé depuis la création du Fonds	
	en Mio EUR	en %	en Mio EUR	en %
Énergie	64,2	87,2	481,8	65,6
Transports	9,4	12,8	185,3	25,3
Eau			47,1	6,4
TIC			18,3	2,5
Multisectoriel			1,3	0,2
TOTAL	73,6	100	733,9	100

Répartition des approbations du FFUEAI par secteur (% du montant total)

En 2017 et depuis la création du Fonds



4.2.3 Répartition des opérations du FFUEAI en 2017 par région principale

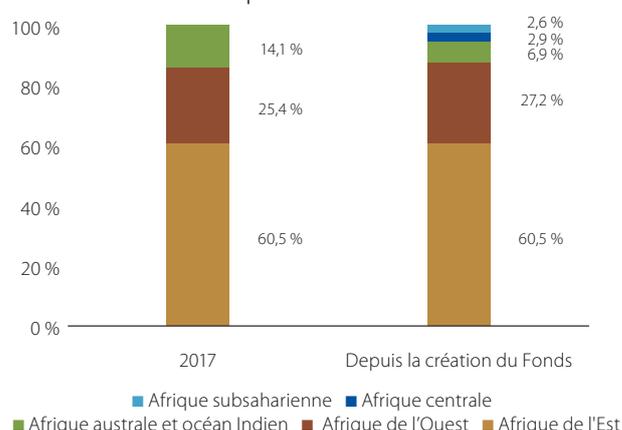
Régions le plus fréquemment soutenues par le FFUEAI depuis sa création, l'Afrique de l'Est et de l'Ouest étaient fortement représentées en 2017. Elles ont bénéficié de neuf subventions sur dix. L'Afrique de l'Est seule a bénéficié de sept subventions, soit des deux tiers de l'ensemble des approbations en valeur (44,6 mil-

lions d'EUR). La région Afrique australe et océan Indien a été la destinataire d'une subvention de 10,4 millions d'EUR (soit 14,1 % du montant total approuvé en 2017). Cela porte à 6,9 % la part de cette région par rapport à l'ensemble des approbations depuis la création du Fonds (contre 5,7 % en 2016).

	Approuvé en 2017		Approuvé depuis la création du Fonds	
	en Mio EUR	en %	en Mio EUR	en %
Afrique de l'Est	44,6	60,5	444,1	60,5
Afrique de l'Ouest	18,7	25,4	199,3	27,2
Afrique australe et océan Indien	10,4	14,1	50,3	6,9
Afrique centrale			21,4	2,9
Afrique subsaharienne			18,8	2,6
TOTAL	73,6	100	733,9	100

Approbations du FFUEAI par région principale (% du montant total)

En 2017 et depuis la création du Fonds



Société sucrière établie à Maurice, Omicane a mis en place une distillerie d'éthanol à partir des déchets du processus de production de sucre.



Région	Afrique de l'Est
Secteur	Énergie
Types de subventions	SI et AT
Montants des subventions	SI de 3,75 millions d'EUR et AT de 3,25 millions d'EUR
Coût total du projet	97 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

Description des opérations de subvention du FFUEAI approuvées au titre de l'enveloppe SE4ALL

Financement de l'action en faveur du climat à Maurice – SUNREF destiné à l'adaptation aux changements climatiques

Maurice est connue pour ses belles plages et ses récifs coralliens – mais ces atouts naturels, qui sont aussi les piliers de son industrie touristique risquent de disparaître au fur et à mesure que le changement climatique frappe avec une dureté particulière ce petit État insulaire en développement. Les conséquences des changements climatiques se font sentir dans d'autres secteurs également, touchant la production, les prix, les revenus et, pour finir, les moyens de subsistance. L'atténuation des changements climatiques est donc au centre de la stratégie de l'UE à Maurice et dans l'océan Indien pendant la période budgétaire actuelle. Maurice s'est également engagée à faire passer la part des sources d'énergies renouvelables dans la production totale d'électricité de 16 % en 2016 à 35 % en 2035. Le secteur privé mauricien est très actif dans la production d'électricité et 60 % de l'électricité mauricienne est achetée auprès de producteurs indépendants.

SUNREF (Financement de l'énergie et de la gestion durable des ressources naturelles), le programme phare de l'AFD, est un outil de lutte contre les changements climatiques qui reconnaît la nécessité de mobiliser les secteurs productifs privé et public dans le contexte du passage à une économie plus verte. Appliqué depuis dix ans, ce programme a pour but d'encourager les entreprises des secteurs industriels et agricoles à prendre des mesures en matière d'efficacité énergétique, de dépollution et d'adoption de technologies propres. Dans l'océan Indien et à Maurice, le programme SUNREF peut se prévaloir d'une vaste expérience, et le FFUEAI a déjà soutenu une phase antérieure de ce programme (voir encadré).

Résultats obtenus par SUNREF I et II à Maurice et dans l'océan Indien

En 2013, le FFUEAI a approuvé une AT de 1,7 million d'EUR à l'appui de SUNREF II¹¹, laquelle a contribué à créer un écosystème propice aux investissements dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la performance environnementale. Les résultats des deux premières phases de SUNREF sont les suivants :

100 millions d'EUR de prêts accordés au secteur bancaire au moyen de deux lignes de crédit de 40 millions d'EUR et 60 millions d'EUR ;

150 millions d'EUR d'investissements mobilisés ; plus de **150 projets** financés ;

1,4 million de m³ d'eau économisés par an ;

20,6 MW d'énergie produite à partir de sources renouvelables (puissance installée) ;

49 GWh d'économies d'énergie par an ;

2 900 tonnes de produits chimiques évités dans le secteur de la teinture par an ;

de **3 000 à 4 000 emplois temporaires** ou permanents créés ou maintenus.

11 Intitulé « Financement des énergies vertes dans la région de l'océan Indien (GEFIOR) ».

Le projet

SUNREF III – Financement de l'action en faveur du climat à Maurice – est une ligne de crédit qui fournira à deux banques locales des prêts bonifiés à long terme. Cette troisième phase de la ligne de crédit est axée sur la subvention des investissements favorisant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci. Les investissements visant l'atténuation des changements climatiques concerneront des mesures d'efficacité énergétique ou des technologies liées aux énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien, les mini-centrales hydroélectriques ou la biomasse, à la fois « hors réseau » ou en raccordement avec ce dernier. Les investissements visant l'adaptation aux changements climatiques concerneront des mesures favorisant l'utilisation durable des ressources naturelles dans des domaines tels que la gestion des zones côtières, la collecte des eaux de pluie ou le dessalement.

En outre, cette troisième phase du projet SUNREF englobera, à titre expérimental, une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes. Une subvention supplémentaire de 1 % sera accordée aux entreprises désireuses de définir un plan d'action en faveur de l'égalité entre les sexes et d'intégrer des mesures spécifiques de ce plan aux investissements admissibles visant l'atténuation des changements climatiques ou l'adaptation à ces derniers. Il peut s'agir de toilettes ou de vestiaires séparés pour chaque sexe, d'installations de garde d'enfants ou d'autres mesures à même de contribuer à réduire les disparités entre les femmes et les hommes.

Sur la base des tendances de SUNREF II, SUNREF III devrait débloquer des investissements permettant d'augmenter de 10 MW la

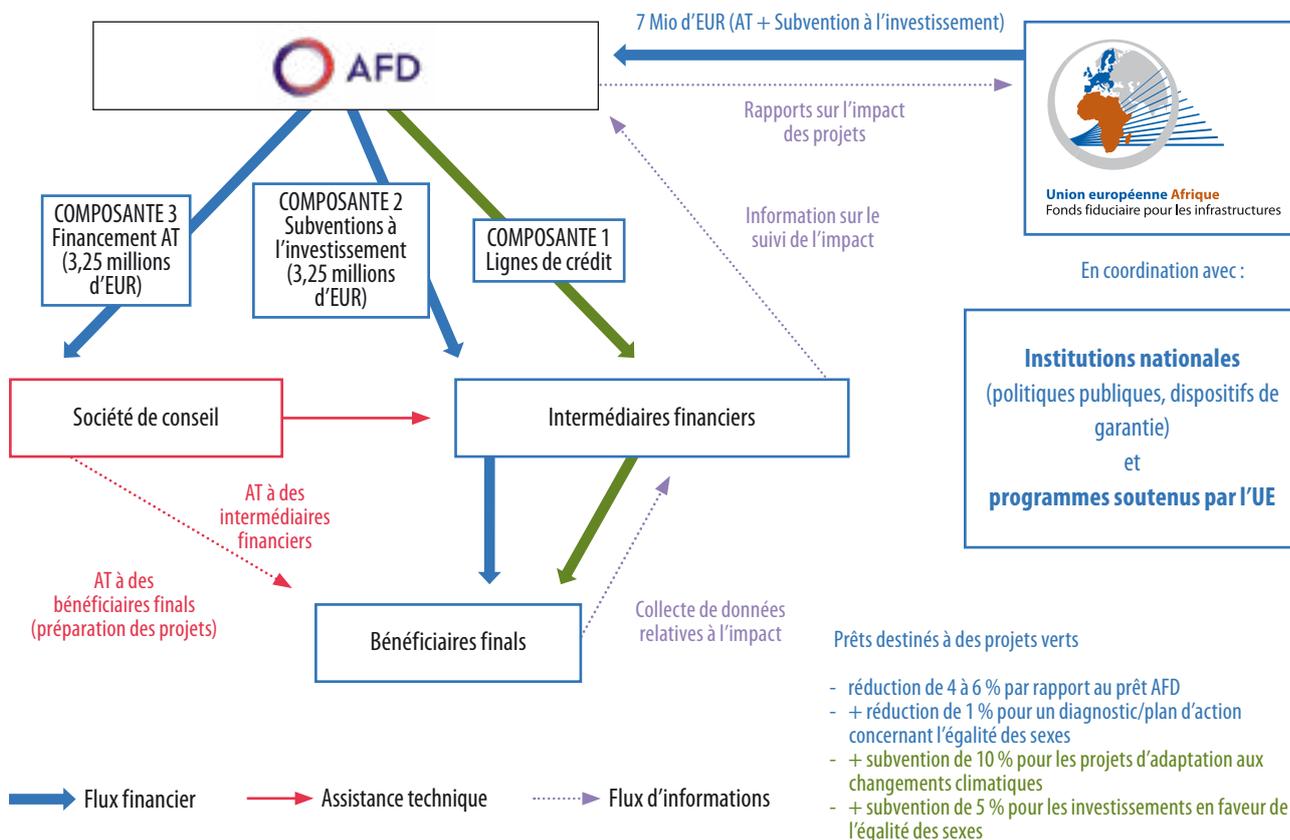
puissance issue des énergies renouvelables, d'économiser 20 GWh grâce à des mesures d'efficacité énergétique, et de réduire de 1 250 tonnes la quantité de déchets.

Les opérations de SI et d'AT

La subvention à l'investissement du FFUEAI soutiendra les investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et la composante du projet visant à intégrer la dimension de l'égalité entre les sexes. Elle servira à réduire le coût du remboursement des prêts pour les bénéficiaires finals et encouragera les bénéficiaires et les banques à modifier leurs points de vue et pratiques afin de financer de manière durable des projets d'adaptation aux changements climatiques et des initiatives en faveur de l'égalité des sexes. La subvention prévoit les incitations supplémentaires suivantes :

- 10 % pour les investissements répondant aux critères d'admissibilité concernant « l'adaptation aux changements climatiques » ; et
- 5 % pour les investissements répondant aux critères d'admissibilité concernant « l'égalité entre les sexes ».

L'assistance technique soutiendra les promoteurs de projets, les prestataires de services locaux et les banques partenaires – à parts égales entre les investissements visant l'adaptation aux changements climatiques et ceux visant l'atténuation de ces derniers. Elle contribuera à améliorer la capacité des intermédiaires financiers à instruire et à financer les projets en supprimant les obstacles non financiers tels que le manque d'informations, de compétences ou de capacités.





Équipe d'entretien des mâts sur le site

Projet d'énergie éolienne InfraCo au Ghana

« Le projet éolien de 50 MW sera le premier du genre au Ghana et démontrera que l'énergie produite à partir de sources renouvelables peut constituer une part importante du bouquet énergétique du Ghana. Il permettra à la fois de réduire les émissions de CO2 du pays et contribuera au développement de la collectivité locale en créant des possibilités d'emploi et en établissant un fonds de développement communautaire qui soutiendra des projets locaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement ».

Richard Avery, directeur de la promotion du projet, eleQtra

La demande d'électricité du Ghana a connu une croissance rapide au cours des dernières années, et progresse au taux moyen annuel de 10 %. Toutefois, on estime qu'environ deux tiers seulement de la puissance installée sont disponibles en raison des faibles niveaux d'eau dans le lac Volta et des travaux d'entretien dans les centrales thermiques. En outre, les fréquentes coupures d'électricité et les délestages entravent la croissance économique et l'investissement. Aussi, pour répondre aux besoins en électricité les plus pressants, le Ghana a recours à des centrales électriques temporaires installées sur des barges ou des navires. Ces installations brûlent du fioul lourd et produisent des émissions élevées de CO2 et de SO2. Dans ce contexte, le gouvernement ghanéen

Région	Afrique de l'Ouest : Ghana
Secteur	Énergie
Types de subventions	IF
Montants des subventions	9,25 millions d'EUR
Coût total du projet	120,6 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	PIDG

s'est donné pour objectif d'installer des capacités de production de 500 MW d'énergie renouvelable d'ici à 2030.

Le projet

Le projet porte sur la toute première centrale éolienne à l'échelle commerciale au Ghana, qui sera construite à 90 km à l'est d'Accra, la capitale. Il prévoit l'acquisition, la construction, la propriété et l'exploitation à des fins commerciales d'un parc comprenant jusqu'à 25 éoliennes, ajoutant 50 MW de capacité de production d'énergie renouvelable. En outre, une ligne de transport d'électricité de 16 km sera construite afin de relier les turbines au réseau national. La centrale éolienne sera exploitée par un producteur indépendant qui vendra l'électricité à Electricity Company of Ghana (ECG), la compagnie nationale d'électricité, dans le cadre d'un contrat d'achat d'une durée de 20 ans. Ce producteur établira également un fonds de développement communautaire qu'il alimentera, et qui représentera un revenu supplémentaire pour la communauté d'accueil vivant à proximité des turbines. Les recettes provenant dudit fonds devraient servir à mettre en œuvre des projets bénéfiques pour la collectivité, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation et de la formation.

Le projet d'énergie éolienne au Ghana est un projet pilote dans le secteur et devrait servir de modèle pour de futurs projets éoliens. Avantage non négligeable, il aidera le pays à atteindre ses objectifs en matière de capacités de production d'énergie renouvelable. Grâce à ce projet, 125 000 ménages, soit 540 000 personnes au total, seront approvisionnées en électricité, plus d'une centaine d'emplois temporaires et permanents seront créés et 2,5 millions de tonnes d'émissions de CO2 seront évitées.

L'opération d'IF

Le soutien du FFUEAI est structuré comme une subvention remboursable sous la forme d'une facilité de trésorerie. Le mécanisme servira à honorer les obligations de paiement d'ECG vis-à-vis du producteur indépendant, dans l'éventualité où la compagnie nationale d'électricité connaîtrait des difficultés de trésorerie à court terme. Le producteur a la possibilité de recourir à la facilité de trésorerie jusqu'à ce qu'ECG soit en mesure d'honorer les paiements manqués, pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois. Les producteurs indépendants sont généralement très vulnérables aux problèmes de liquidité, ce qui limite leur capacité à attirer des investissements. La subvention du FFUEAI est donc vitale pour mobiliser les investissements nécessaires à la réalisation du projet.



Ligne de crédit en faveur des mini-réseaux écologiques au Kenya

Région	Afrique de l'Est : Kenya
Secteur	Énergie
Types de subventions	SI et AT
Montants des subventions	SI de 3,9 millions d'EUR et AT de 1,75 million d'EUR
Coût total du projet	22,05 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	AFD

Environ 40 % des 45 millions d'habitants du Kenya n'ont pas d'accès à l'électricité ou y ont un accès limité. Malgré les importants progrès réalisés au cours des cinq dernières années, le réseau électrique interconnecté ne couvre que les régions côtières, centrales, orientales et occidentales du pays. Par conséquent, les zones rurales et isolées du pays ne sont pas raccordées au réseau national, notamment la plupart des régions du nord et du nord-est, où l'accès à l'électricité est inférieur à 5 %. Le secteur privé extrêmement dynamique du Kenya a réussi à fournir une première réponse à travers des kits solaires individuels. Le financement de mini-réseaux permettrait d'obtenir un niveau supplémentaire d'accès à l'électricité et de qualité de service, et de contribuer à l'objectif des autorités kényanes d'accès universel à l'électricité.

Le projet

La ligne de crédit en faveur des mini-réseaux écologiques au Kenya vise à stimuler l'investissement privé dans des mini-réseaux fondés sur les énergies renouvelables. Soutenu par le DFID, le dispositif financera des subventions à l'investissement et une assistance technique aux bénéficiaires et à l'ensemble du secteur des mini-réseaux afin d'aider à développer ce marché au Kenya. Les subventions à l'investissement devraient permettre d'offrir au consommateur un prix de vente de l'électricité comparable au tarif national. L'assistance technique apportera, d'une part, un soutien aux promoteurs privés au niveau du projet concernant tous les aspects techniques, financiers, juridiques, environnementaux et sociaux. D'autre part, au niveau sectoriel, elle appuiera les autorités kényanes, les parties prenantes du secteur et les communa-

tés à travers la formation et, notamment, la définition d'un cadre réglementaire propice à l'investissement privé dans le secteur ou au développement d'utilisations productives.

Grâce au projet, de 15 000 à 20 000 ménages devraient bénéficier du nouvel approvisionnement en électricité. Le projet permettra également d'améliorer les conditions de vie de la population, de diversifier et de développer les activités économiques (horaires d'ouverture plus longs, communications, médias, réfrigération) et de promouvoir des services sociaux. En outre, les mini-réseaux réduiront les émissions de CO₂ émises par les appareils courants alimentés par des combustibles fossiles et des générateurs diesel.

Les opérations d'AT et de SI

Le financement du FFUEAI sera utilisé pour multiplier le nombre de projets bénéficiant de la ligne de crédit en faveur des mini-réseaux écologiques au Kenya. Plus précisément, le FFUEAI permettra de soutenir deux à quatre projets supplémentaires de mini-réseaux pendant les phases d'investissement, moyennant une assistance technique au niveau des projets, ainsi que deux à quatre projets supplémentaires par des subventions à l'investissement. En augmentant le nombre de mini-réseaux écologiques soutenus, le FFUEAI contribue à multiplier le nombre de personnes dans les zones rurales ayant accès à une énergie moderne, durable et abordable. En outre, une partie de l'assistance technique du FFUEAI sera utilisée pour financer la gestion du dispositif de financement.



PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional

Les pays de la région des Grands lacs, dont le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC), entre autres, sont en proie à l'instabilité depuis de nombreuses années. Le manque d'électricité disponible a entravé l'électrification des zones rurales et périurbaines de la région et le réseau a constamment besoin de délestages (coupures d'électricité qui suspendent temporairement la distribution d'électricité dans différentes parties de la région de distribution).

Contribuer à la stabilité de la région est l'un des principaux objectifs du soutien de l'UE et d'autres organisations internationales en faveur des pays des Grands lacs. Le projet de centrale électrique de Ruzizi III est un premier pas concret dans cette direction, car il vise à fournir un accès à une source d'énergie moderne tout en cherchant à garantir la coopération régionale, à attirer des financements internationaux et à créer des emplois. Il s'agit du projet énergétique prioritaire de la Communauté économique des pays des Grands lacs et, depuis 2008, la BEI et l'UE jouent un rôle de premier plan dans sa préparation.

Le projet

Le projet prévoit la construction d'une centrale hydroélectrique de 147 MW sur la rivière Ruzizi, qui marque la frontière entre la RDC et le Rwanda. Faisant suite aux centrales existantes de Ruzizi I

Région	Afrique centrale : Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda
Secteur	Énergie
Types de subventions	SI et AT
Montants des subventions	SI de 22 millions d'EUR et AT de 1,9 million d'EUR
Coût total du projet	528 millions d'EUR
Baillleur de fonds principal du GBF	BEI (SI) & KfW (AT)
Autres bailleurs de fonds du GBF	AfDB, AFD

(29,8 MW) et Ruzizi II (43,8 MW), Ruzizi III sera la troisième centrale de ce type sur la rivière Ruzizi. Le projet sera réalisé en tant que partenariat public-privé, dans le cadre duquel le Burundi, la RDC et le Rwanda attribueront une concession à l'adjudicataire pour créer, financer, construire, exploiter et entretenir la centrale. Les pouvoirs publics seront chargés de la construction de toutes les infrastructures publiques nécessaires pour acheminer l'électricité vers ces trois pays. Attirer les investisseurs privés vers le secteur énergétique devrait accroître la viabilité à long terme du projet, par rapport à un projet relevant purement du secteur public. Ce projet devrait donc avoir un effet de démonstration positif important pour des initiatives similaires à l'avenir.

L'objectif de Ruzizi III est de multiplier par plus de deux la production d'électricité disponible dans la région des Grands lacs. En outre, le projet contribue au remplacement de l'électricité produite par les centrales de base fonctionnant au diesel et représentant un coût



très élevé en raison de la longueur du trajet d'acheminement du carburant depuis les raffineries et les ports jusqu'à l'intérieur des terres. Plusieurs centaines de milliers de petits consommateurs d'électricité devraient bénéficier du projet.

Les opérations de SI et d'AT

Le projet a déjà bénéficié de deux subventions du FFUEAI en 2008 et 2015 (voir encadré). La SI, approuvée en 2017 avec la BEI comme bailleur de fonds principal, aidera les gouvernements du Rwanda et du Burundi à régler leurs contributions au projet, sous la forme de participations en fonds propres disponibles à la clôture financière. Cela permettra de combler une lacune dans le plan de financement afin que le projet puisse parvenir au stade du bouclage financier. La subvention à l'investissement du FFUEAI est cruciale, car le projet nécessite un financement important sous forme de concessions ou de subventions afin de maintenir des tarifs aussi bas que possible et abordables pour la population des trois pays.

L'assistance technique, pour laquelle KfW est le bailleur de fonds principal, servira à financer des services de conseil à Énergie des Grands Lacs (EGL), l'organisation énergétique chargée de la préparation du projet pour le compte des trois pays. Plus spécifiquement, l'AT aidera EGL à traiter toutes les questions techniques, financières, juridiques et socio-économiques pendant la phase de préparation et de mise en œuvre du projet.

¹² Un montant de 11 millions d'EUR a été initialement approuvé puis réduit de 1,9 million d'EUR en 2017, ce qui a fait l'objet d'une nouvelle approbation sous la forme d'une assistance technique avec KfW comme bailleur de fonds principal.

Comment le précédent soutien du FFUEAI à Ruzizi III a-t-il été utilisé ?

La subvention initiale d'assistance technique du FFUEAI de 2,8 millions d'EUR, approuvée en mai 2008, a été utilisée par la BEI pour financer des études supplémentaires et complémentaires pour la préparation du projet. Ces études ont principalement porté sur l'élaboration d'un cadre institutionnel pour la gestion de la cascade hydroélectrique de Ruzizi, la viabilité du projet et des analyses techniques supplémentaires concernant la connexion des régions du Sud-Kivu et du Nord-Kivu au réseau commun.

En avril 2010, le comité de gestion du FFUEAI a approuvé une augmentation de la subvention d'assistance technique, portant celle-ci à un total de 4,2 millions d'EUR en vue de financer une deuxième phase de préparation du projet. Ce financement a permis de préparer une évaluation des incidences sociales et environnementales (EISE) et d'élaborer un cadre institutionnel pour la gestion des ressources en eau liées au projet, à savoir le lac Kivu et la rivière Ruzizi. Les études institutionnelles ont abouti à un traité international et à la création d'une agence du bassin entre les trois pays concernés, mesures approuvées par les ministres de l'énergie concernés en juillet 2011.

La subvention à l'investissement de 9,1 millions d'EUR approuvée en décembre 2015¹² servira à cofinancer les coûts de développement du projet encourus par les promoteurs du secteur privé, notamment les coûts liés aux études géologiques, de conception et autres. La subvention sera convertie en capitaux publics à la clôture du montage financier. L'accord de subvention est en cours de préparation et d'examen.



« Grâce au soutien continu de l'UE et, en particulier, à la subvention supplémentaire de l'UE, le projet de centrale géothermique de Tendaho a pu surmonter les difficultés liées à l'introduction d'une nouvelle technologie dans le pays. Le projet est de nouveau sur la bonne voie pour tenir ses promesses : lancer la tendance de la production d'énergie géothermique en Éthiopie ».

Nadège Hopman, chef de projet,
Agence française de développement

Appui au développement géothermique à Tendaho (Éthiopie)

L'Éthiopie reste l'un des pays les plus pauvres d'Afrique avec seulement 23 % de ses 100 millions d'habitants ayant accès à l'électricité. La deuxième phase du Plan national de croissance et de transformation vise à faire passer la capacité de production installée du pays de 4,2 GW à 17,3 GW d'ici 2020. L'énergie hydroélectrique représente actuellement 95 % de l'approvisionnement en électricité. Consciente de sa vulnérabilité aux perturbations dans la production d'électricité pendant les années de sécheresse, l'Éthiopie cherche des solutions de remplacement pour diversifier sa production d'électricité. L'exploitation des ressources géothermiques apparaît comme une possibilité prometteuse.

Le champ géothermique de Tendaho se trouve dans la région d'Afar, à quelque 600 km de la capitale Addis-Abeba. Il pourrait être directement raccordé au réseau national à proximité et aider ainsi à répondre à la hausse de la demande locale et internationale. De plus, la saumure résiduelle, conséquence de la production d'électricité, pourrait être utilisée dans la fabrique de sucre voisine, réduisant considérablement le coût du chauffage nécessaire au processus de production sucrière. À Tendaho, des études géoscientifiques et des forages de prospection sont en cours de-

Région	Afrique de l'Est : Éthiopie
Secteur	Énergie
Types de subventions	IF
Montants des subventions	8 millions d'EUR
Coût total du projet	26,4 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	BEI (SI) et KfW (AT)

puis des décennies et l'existence d'un réservoir d'une profondeur de 500 mètres d'intérêt commercial a été démontrée.

Le projet

La première tranche du projet consiste dans :

- 1) la prospection du réservoir profond à l'aide d'un premier forage de deux puits profonds. Cette partie du projet constitue la phase de prospection, qui vise à prouver l'existence d'une ressource géothermique, à savoir la disponibilité de vapeur à haute température en quantité suffisante. Le risque géothermique est élevé à ce stade ;
- 2) la délimitation et le développement initial du réservoir peu profond, qui en est déjà au stade de l'évaluation et comprend le forage de six puits peu profonds supplémentaires. Il existe un risque résiduel géothermique et un risque opérationnel, compte tenu de la complexité des activités de forage et de l'analyse des données.

Le projet prévoit de développer des capacités de production supplémentaires d'au moins 10 MW d'énergie renouvelable. Les 80 GWh d'énergie qui seront produits chaque année seraient suffisants pour répondre aux besoins énergétiques de 400 000 personnes. L'activité et les emplois générés pendant la période de construction, ainsi que la création d'emplois à long terme nécessaires pour l'exploitation et la maintenance, contribueront au développement d'une région dont le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne éthiopienne. En outre, une partie de l'électricité devrait être exportée, apportant au pays les devises étrangères dont il a tant besoin.

L'opération d'IF

Le projet a connu une série d'obstacles inattendus, notamment la découverte de l'inadéquation des deux plateformes locales pour la prospection du réservoir profond. La subvention de 8 millions d'EUR au titre de l'instrument financier du FFUEAI sera utilisée pour combler le déficit de financement résultant de cette situation et s'ajoutera à la subvention à l'investissement de 3 millions d'EUR déjà accordée au projet en 2014¹³. Ces deux subventions sont destinées à financer la prospection du réservoir profond. En éliminant les risques liés à la phase de prospection, les subventions contribueront à relancer le développement de la géothermie et mettront fin à la phase 1.

La subvention de 8 millions d'EUR est structurée comme un instrument financier et prévoit une clause de remboursement anticipé qui servira de récompense en cas de vente des actifs du projet dans un délai de 10 ans.

¹³ Une AT de 4,5 millions d'EUR a été approuvée par le FFUEAI en parallèle. Elle contribuera à renforcer les capacités du promoteur dans les activités liées à l'énergie géothermique.



Région	Afrique australe et océan Indien : Zambie
Secteur	Énergie
Types de subventions	SI
Montants des subventions	10,4 millions d'EUR
Coût total du projet	86,9 millions d'EUR
Bailleur de fonds principal du GBF	KfW
Autre bailleur de fonds du GBF	AFD

Fourniture durable d'électricité Division Sud

Seulement 10 % environ des ménages ont accès à l'électricité dans les provinces du sud, du centre, de l'est et de l'ouest de la Zambie, ces provinces constituant ladite Division Sud. La région connaît un taux de pauvreté élevé et de nombreuses personnes n'ont tout simplement pas les moyens de payer le coût relativement élevé de l'accès à l'électricité. En outre, la capacité des infrastructures existantes est insuffisante et le réseau est délabré et souvent hors service. Le développement économique et social de la région est donc fortement freiné.

Le projet

Le projet améliorera l'approvisionnement en électricité de la population de manière durable en réhabilitant et en renforçant l'infrastructure de distribution existante dans la Division Sud. L'une des mesures prévues pour réduire les pertes techniques consiste, par exemple, à remplacer les installations de distribution et de commutation obsolètes. Il est également prévu de construire 509 km de nouvelles lignes et sous-stations, ajoutant 175 MVA de capacité. Ces mesures auront non seulement une incidence positive sur l'efficacité énergétique et permettront d'économiser environ 400 000 tonnes de CO2 par an, mais elles

amélioreront également la fiabilité de l'approvisionnement pour l'utilisateur final.

Afin que la population proche de ces ouvrages puisse bénéficier directement du projet, un volet relatif à l'accès est également prévu. Cette composante est essentielle pour le projet parce qu'elle devrait permettre à une sélection de clients résidentiels, d'institutions sociales, d'utilisateurs communautaires et d'utilisateurs productifs – notamment de nombreuses micro, petites et moyennes entreprises – d'être raccordés au réseau. Au total, on estime que 12 200 foyers, soit 62 200 personnes, pourront être raccordés. Le volet relatif à l'accès englobe les travaux connexes, une subvention destinée à la connexion et la fourniture de compteurs à prépaiement et de tableaux électriques pour chaque nouvelle connexion.

L'opération de SI

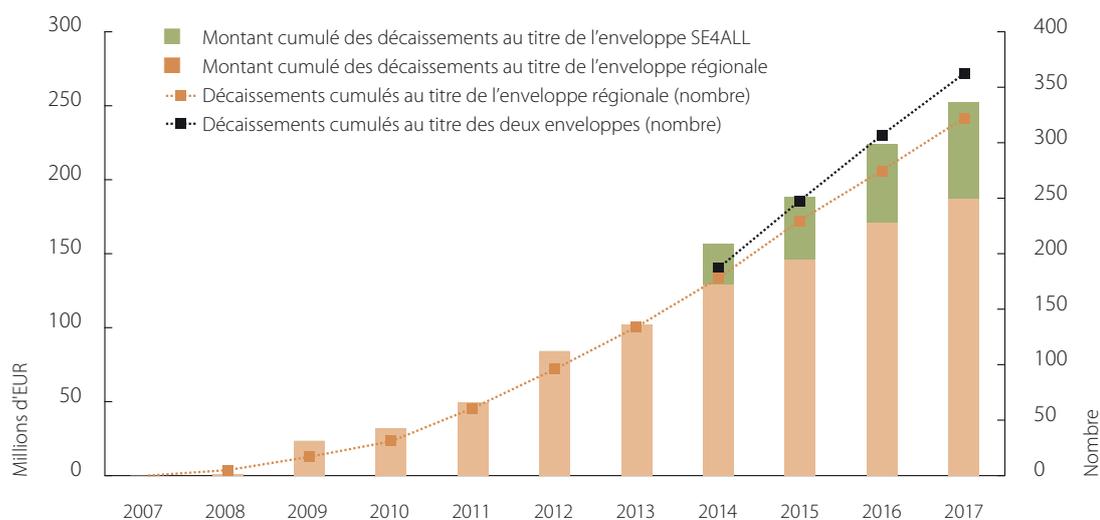
La subvention à l'investissement du FFUEAI relève du volet « accès » du projet. Elle garantit que les utilisateurs finals bénéficieront directement des mesures de réhabilitation et de renforcement des infrastructures de distribution et que la capacité supplémentaire créée sera utilisée au profit des collectivités les plus pauvres. Grâce à la subvention destinée à la connexion, des personnes et des collectivités pourront avoir accès à une électricité qu'elles n'auraient pas été en mesure de payer autrement. Les activités financées par le FFUEAI commenceront après la mise en œuvre (partielle) des mesures d'investissement pour le projet principal.

Total des décaissements depuis la création du Fonds

En 2017, le FFUEAI a effectué 64 décaissements en faveur des bailleurs de fonds, pour un montant de 28,3 millions d'EUR. Dix-sept des subventions concernées faisaient l'objet d'un tout premier décaissement. Bien que le nombre de décaissements soit encourageant et en hausse par rapport aux années précédentes, le montant décaissé est inférieur à celui observé ces trois dernières années. La part des décaissements au titre de l'enveloppe SE4ALL progresse nettement (43 % cette année contre 28 % en 2016). Le montant des décaissements cumulés depuis la création du Fonds en 2007 s'élève désormais à 252 millions d'EUR. L'enveloppe SE4ALL représente un quart de ce total.



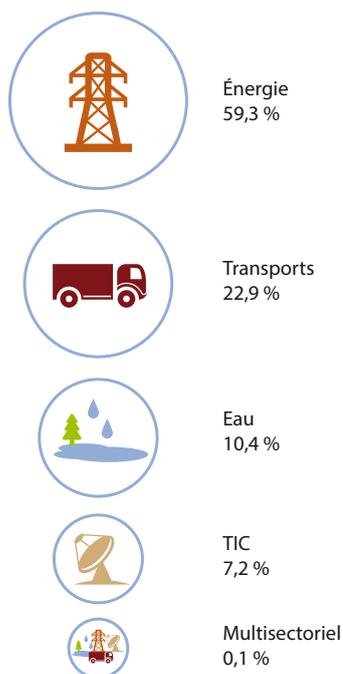
Décaissements cumulés sur la période 2007-2017
Montants (*) et nombre de décaissements



Année	Décassements annuels (TOTAL de toutes les enveloppes, en EUR)	Dont SE4All (en EUR ^(*))	Décassements annuels (nombre)
2007	0		0
2008	1 082 294		5
2009	22 396 008		12
2010	8 391 867		14
2011	17 535 692		30
2012	34 538 817		35
2013	17 824 899		38
2014	54 454 376	27 259 000	53
2015	32 347 404	15 748 000	61
2016	35 364 600	9 907 850	59
2017	28 255 148	12 088 578	64
TOTAL	252 191 105	65 003 428	371

Près des deux tiers (59,3 %) du montant cumulé des décaissements en faveur de bailleurs de fonds à la fin de 2017 ont bénéficié à des projets relevant du secteur de l'énergie. Destinataire de 22,9 % du total cumulé des décaissements, le secteur des transports en est le deuxième bénéficiaire. Cette répartition est conforme à la ventilation sectorielle des approbations de subventions du FFUEAI, étant donné que les secteurs de l'énergie et des transports constituent la majorité de l'ensemble des subventions approuvées depuis la création du Fonds.

Répartition des décaissements du FFUEAI par secteur (% du montant cumulé)



Répartition des décaissements cumulés par secteur

Secteur	Décassements par secteur (montant cumulé en EUR ^(*))	Pourcentage par secteur
Énergie	149 652 047	59,3 %
dont SE4All	65 003 428	25,8 %
Transports	57 631 045	22,9 %
Eau	26 340 313	10,4 %
TIC	18 263 737	7,2 %
Multisectoriel	303 963	0,1 %
TOTAL	252 191 105	100 %

(*) Inclut la rémunération du bailleur de fonds principal.

Observations finales de la présidente du comité de gestion

Démarrant ses activités en 2007, le FFUEAI a été le premier instrument de l'UE à associer les aides non remboursables de la Commission européenne, complétées par des financements supplémentaires des États membres, avec des financements à long terme auprès d'institutions financières. Ce dispositif novateur de mise en œuvre a été étendu par la suite à d'autres régions grâce à la création des mécanismes de panachage de l'UE.

Le panachage est également un aspect clé du Plan européen d'investissement extérieur (PEIE), où il est mis en œuvre dans le cadre des plateformes d'investissement pour l'Afrique et les pays voisins. Le PEIE constitue l'approche intégrée de l'UE pour stimuler les investissements en Afrique et dans le voisinage de l'UE afin, d'une part, de promouvoir la création d'emplois décents et le développement inclusif et durable et, d'autre part, de s'attaquer à une partie des causes profondes des migrations. Le PEIE repose sur trois piliers : premier pilier : le Fonds européen pour le développement durable, qui présente une nouvelle plateforme innovante de garantie et d'investissement régional ; deuxième pilier : l'assistance technique, qui vise à développer des projets financièrement attractifs et à améliorer l'environnement réglementaire et politique ; et troisième pilier : le dialogue politique et les réformes pour l'environnement des entreprises. La contribution de l'UE au PEIE, d'un montant de 4,1 milliards d'EUR, vise à mobiliser jusqu'à 44 milliards d'EUR d'investissements publics et privés d'ici 2020. La garantie du FEDD, introduite en septembre de l'année dernière, a pour but d'atténuer le risque d'investissement et d'attirer les investissements privés vers des activités qui, à défaut, n'auraient pu être réalisées.

En ce qui concerne le FFUEAI, presque toutes les opérations approuvées en 2017 relevaient de l'enveloppe SE4ALL et contribuaient donc à trois objectifs clés interdépendants : remédier aux lacunes en matière d'approvisionnement énergétique ; accroître l'efficacité énergétique et la production d'énergie renouvelable ;



contribuer à la lutte mondiale contre les changements climatiques conformément à l'accord de Paris. Les ressources de l'enveloppe SE4ALL, qui se compose d'une contribution de 329 millions d'EUR de la Commission européenne et d'une contribution d'un million d'EUR de l'Autriche, sont à présent presque entièrement engagées. Le FFUEAI a en effet désormais atteint le stade où les opérations approuvées relevant de l'enveloppe régionale et de celle du SE4ALL ont absorbé l'ensemble des ressources octroyées par les donateurs du Fonds. Des ressources supplémentaires sont progressivement mises à disposition sous la forme de montants inutilisés et restitués issus d'opérations de subvention achevées ou annulées. Il appartiendra aux donateurs du Fonds, à la lumière de cette situation et en tenant également compte de notre nouvelle approche de panachage au titre du PEIE, de décider de la gestion des ressources restituées provenant d'opérations en cours.

Au cours de la dernière décennie, le FFUEAI a fortement contribué à façonner la coopération au développement de l'UE en Afrique subsaharienne. Il ne sera possible de prendre toute la mesure de cette contribution que dans quelques années, à mesure que les projets s'achèveront et que les résultats finaux se concrétiseront. D'ici là, avançant à l'aide de la plateforme d'investissement pour l'Afrique et de la garantie FEDD au titre du PEIE, nous continuerons de veiller à ce que les subventions de l'UE soient utilisées de la manière la plus efficace possible au profit du développement économique et social en Afrique subsaharienne.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marjeta Jager'.

Marjeta Jager,
Présidente du comité de gestion

Annexes

Liste des opérations de subvention approuvées depuis la création du Fonds

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
EASSy	Afrique de l'Est	Afrique du Sud, Botswana, Burundi, Djibouti, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda, Soudan	Régionale	TIC	AT	BEI	2 600 000	05.07.2007	Achevé
Aménagement hydroélectrique de Félou	Afrique de l'Ouest	Mali, Mauritanie, Sénégal	Régionale	Énergie	BI	BEI	6 319 084	10.07.2007	Achevé
Interconnexion Éthiopie-Kenya (EAPP)	Afrique de l'Est	Éthiopie, Kenya	Régionale	Énergie	AT	KFW	337 415	10.07.2007	Achevé
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Régionale	Énergie	AT	BEI	2 951 980	16.10.2007	Achevé
Interconnexion de Caprivi	Afrique australe et océan Indien	Namibie, Zambie	Régionale	Énergie	BI	BEI	14 940 290	22.01.2008	Achevé
PPP Ruzizi III - Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	Régionale	Énergie	AT	BEI	3 739 897	29.05.2008	Achevé
Corridor de Beira	Afrique australe et océan Indien	Malawi, Mozambique, Zambie, Zimbabwe	Régionale	Transports	BI	BEI	10 181 353	18.12.2008	Achevé
Ligne de transport de la dorsale côtière du WAPP	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Ghana	Régionale	Énergie	AT	BEI	1 784 100	27.03.2009	En cours
Actualisation du schéma directeur du WAPP	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Liberia, Sénégal, Sierra Leone, Niger, Nigeria, Togo	Régionale	Énergie	AT	BEI	1 306 624	22.10.2009	Achevé

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Port de Pointe-Noire (PAPN)	Afrique centrale	Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad	Régionale	Transports	BI	AFD	5 592 803	10.11.2009	Achevé
Réglementation du secteur de l'électricité dans la CEDEAO (ARREC)	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	Régionale	Énergie	AT	AFD	1 700 000	10.11.2009	Achevé
Rénovation des réseaux de transport d'électricité du Bénin et du Togo	Afrique de l'Ouest	Bénin, Togo	Régionale	Énergie	BI	BEI	12 250 000	10.11.2009	En cours
Port de Pointe-Noire (PAPN)	Afrique centrale	Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad	Régionale	Transports	AT	AFD	1 719 287	14.12.2009	En cours
Dorsale au Mozambique (STE)	Afrique australe et océan Indien	Afrique du Sud, Mozambique	Régionale	Énergie	AT	BEI	699 341	14.12.2009	Achevé
Agrandissement du port de Walvis Bay	Afrique australe et océan Indien	Namibie	Régionale	Transports	AT	KFW	280 612	14.12.2009	Achevé
Agrandissement de l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA)	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Transports	AT	BEI	4 904 952	14.12.2009	Achevé
Centrale hydroélectrique de Sambangalou	Afrique de l'Ouest	Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal	Régionale	Énergie	AT	AFD	290 415	14.12.2009	Achevé
Interconnexion Kibuye (Rwanda) - Goma (RDC) - Birembo (Rwanda)	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda	Régionale	Énergie	AT	KFW	761 258	15.04.2010	Achevé
Centrale hydroélectrique de Mount Coffee	Afrique de l'Ouest	Liberia, Sierra Leone	Régionale	Énergie	AT	BEI	1 140 528	15.04.2010	Achevé
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique de l'Est	Malawi, Mozambique, Zambie	Régionale	Transports	BI	BEI	24 379 328	29.06.2010	En cours
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique de l'Est	Malawi, Mozambique, Zambie	Régionale	Transports	AT	BEI	1 620 672	29.06.2010	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Lignes de crédit environnementales pour le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie – Participation des banques à des projets de transition énergétique	Afrique de l'Est	Kenya, Ouganda, République unie de Tanzanie	Régionale	Énergie	AT	AFD	2 000 000	29.06.2010	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Kampala	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Eau	BI	KFW	14 000 000	29.06.2010	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Kampala	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Eau	AT	KFW	8 000 000	29.06.2010	En cours
AXIS – Le système africain de points d'échange internet	Afrique subsaharienne	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Liberia, Madagascar, Mali, Mauritanie, Namibie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo	Régionale	TIC	AT	Lux-Dev.	5 100 000	19.08.2010	En cours
Télé-médecine et santé électronique par satellite pour l'Afrique subsaharienne (eHSA)	Afrique subsaharienne	tous les pays d'Afrique subsaharienne	Régionale	TIC	AT	Lux-Dev.	4 000 000	23.08.2010	Achévé
Renforcement des capacités de la BOAD (articulé autour des changements climatiques et des questions d'ordre environnemental et social dans le financement de projets)	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo	Régionale	Multisectoriel	AT	BEI	900 000	23.08.2010	En cours
Accès à Douala	Afrique centrale	Cameroun	Régionale	Transports	BI	AFD	1 314 258	16.09.2010	Achévé
Remise en état de la grande route de l'Est	Afrique de l'Est	Malawi, Mozambique, Zambie	Régionale	Transports	BI	AFD	5 725 000	09.11.2010	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Schéma directeur des transports de Namibie	Afrique australe et océan Indien	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Namibie, République démocratique du Congo, Zambie, Zimbabwe	Régionale	Transports	AT	BEI	494 901	09.11.2010	Achevé
Interconnexion dorsale de Tanzanie	Afrique de l'Est	Kenya, République unie de Tanzanie, Zambie	Régionale	Énergie	BI	BEI	13 700 000	14.12.2010	En cours
Câble sous-marin des Seychelles	Afrique de l'Est	République unie de Tanzanie, Seychelles	Régionale	TIC	SD	BEI	3 915 984	14.12.2010	Achevé
Étude de faisabilité de la partie occidentale du réseau UMOJANET	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone	Régionale	TIC	AT	AFD	1 104 962	14.12.2010	Achevé
Câble sous-marin de Mauritanie	Afrique de l'Ouest	Mauritanie	Régionale	TIC	BI	BEI	1 626 791	04.02.2011	Achevé
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Régionale	Énergie	AT	BEI	1 500 000	23.03.2011	Achevé
Approvisionnement transfrontalier en eau entre Calueque (Angola) et Oshakati (Namibie)	Afrique australe et océan Indien	Angola, Namibie	Régionale	Eau	AT	KfW	2 400 000	25.05.2011	En cours
Projet portant sur le pont de Kazungula et son poste-frontière	Afrique australe et océan Indien	Botswana, Zambie	Régionale	Transports	AT	BaFD	1 000 000	05.07.2011	En cours
Aéroport international de Maputo	Afrique australe et océan Indien	Angola, Éthiopie, Kenya, Mozambique	Régionale	Transports	AT	AFD	1 600 000	05.07.2011	En cours
Interconnexion électrique du WAPP en Afrique de l'Ouest (Ghana – Burkina Faso – Mali)	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana, Mali	Régionale	Énergie	AT	AFD	1 200 000	05.07.2011	En cours
Élaboration et mise en place d'un système de gestion sociale et environnementale à la BOAD	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo	Régionale	Multisectoriel	AT	BaFD	400 000	19.08.2011	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Baillieur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Dispositif d'atténuation du risque géothermique en Afrique de l'Est (GRMF)	Afrique de l'Est	Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, République unie de Tanzanie, Rwanda, Zambie	Régionale	Énergie	SD	KFW	30 000 000	20.10.2011	En cours
Interconnexion Bolgatanga Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana	Régionale	Énergie	BI	AFD	2 800 000	20.10.2011	En cours
Interconnexion Bolgatanga Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana	Régionale	Énergie	BI	BEI	6 700 000	20.10.2011	En cours
Interconnexion Bolgatanga Ouagadougou	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Ghana	Régionale	Énergie	AT	AFD	4 800 000	20.10.2011	En cours
Ligne de transport d'électricité Kafue-Livingstone	Afrique de l'Est	Zambie	Régionale	Énergie	BI	BEI	5 200 000	15.12.2011	En cours
Ligne de transport d'électricité Kafue-Livingstone	Afrique de l'Est	Zambie	Régionale	Énergie	AT	BEI	418 333	15.12.2011	En cours
Corridor de transport d'Afrique de l'Est	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, République unie de Tanzanie, Rwanda, Soudan	Régionale	Transports	BI	BEI	16 600 000	15.12.2011	En cours
Centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi	Afrique de l'Est	Zambie	Régionale	Énergie	BI	BEI	17 100 000	12.03.2012	En cours
Centrale hydroélectrique d'Itezhi Tezhi	Afrique de l'Est	Zambie	Régionale	Énergie	AT	BEI	736 667	12.03.2012	En cours
Agrandissement du terminal de conteneurs de l'île Maurice	Afrique de l'Est	Maurice	Régionale	Transports	SD	AFD	3 000 000	19.04.2012	En cours
Corridor routier Togo-Burkina Faso : facilitation des transports Lomé – Ouaga	Afrique de l'Ouest	Burkina Faso, Togo	Régionale	Transports	AT	BAfD	2 340 000	19.04.2012	En cours
Ligne de transport d'électricité de 220 kV entre Masaka et Mbarara	Afrique de l'Est	Ouganda	Régionale	Énergie	AT	AFD	603 873	19.04.2012	Achévé

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
ASECNA	Afrique subsaharienne	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo	Régionale	Transports	AT	BEI	2 000 000	29.06.2012	En cours
Fonds de garantie pour l'énergie en Afrique (AEGF)	Afrique subsaharienne	Bénin, Burundi, Kenya, Madagascar, Malawi, Ouganda, République démocratique du Congo, République unie de Tanzanie, Rwanda, Zambie	Régionale	Énergie	AT	BEI	1 000 000	29.06.2012	En cours
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Régionale	Énergie	SD	BAfD	10 000 000	19.09.2012	En cours
Projet d'interconnexion CLSG	Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, Sierra Leone	Régionale	Énergie	BI	BEI	12 500 000	19.09.2012	En cours
Réhabilitation des centrales hydroélectriques de Ruzizi I et II	Afrique centrale	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	Régionale	Énergie	AT	KFW	3 000 000	02.10.2012	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Mwanza	Afrique de l'Est	République unie de Tanzanie	Régionale	Eau	BI	BEI	10 700 000	07.11.2012	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Mwanza	Afrique de l'Est	République unie de Tanzanie	Régionale	Eau	AT	BEI	5 500 000	07.11.2012	En cours
Phase II du projet hydroélectrique de Bumbuna (Sierra Leone)	Afrique de l'Ouest	Sierra Leone	Régionale	Énergie	AT	PIDG	2 500 000	07.11.2012	En cours
Projet portant sur le pont de Kazungula et son poste-frontière	Afrique australe et océan Indien	Botswana, Zambie	Régionale	Transports	AT	BAfD	2 000 000	13.12.2012	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Mwanza	Afrique de l'Est	République unie de Tanzanie	Régionale	Eau	AT	AFD	1 500 000	23.04.2013	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Lignes de crédit environnementales pour le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie – Participation des banques à des projets de transition énergétique	Afrique de l'Est	Kenya, Ouganda, République unie de Tanzanie	Régionale	Énergie	AT	AFD	2 100 000	27.06.2013	En cours
Programme GET FiT pour l'Afrique de l'Est – Déploiement Ouganda phase I	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4All	Énergie	SI	KFW	20 000 000	24.10.2013	En cours
Financement d'investissements d'entreprises privées dans l'EE et les ER en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo	SE4All	Énergie	SI	AFD	4 500 000	24.10.2013	En cours
Financement d'investissements d'entreprises privées dans l'EE et les ER en Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Ouest	Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo	SE4All	Énergie	AT	AFD	1 500 000	24.10.2013	En cours
Parc éolien du lac Turkana	Afrique de l'Est	Kenya	SE4All	Énergie	IF	BEI	25 000 000	24.10.2013	Achevé
Extension des réseaux de NIGELEC	Afrique de l'Ouest	Niger	SE4All	Énergie	SI	AFD	11 000 000	24.10.2013	En cours
Projet hydroélectrique des chutes de Rusumo (régional)	Afrique de l'Est	Burundi, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Énergie	SI	BAfD	12 750 000	11.11.2013	En cours
Projet hydroélectrique des chutes de Rusumo (régional)	Afrique de l'Est	Burundi, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Énergie	AT	BAfD	250 000	11.11.2013	En cours
Congo-Gabon : Projet de facilitation du transport routier Brazzaville-Libreville	Afrique centrale	Congo, Gabon	Régionale	Transports	AT	BAfD	3 402 100	06.12.2013	En cours
Transports de la région du lac Victoria	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Transports	AT	PIDG	600 000	12.12.2013	En cours
Financement des énergies vertes dans la région de l'océan Indien (GEFIOR)	Afrique de l'Est	Maurice, Seychelles	SE4All	Énergie	AT	AFD	1 700 000	12.12.2013	En cours
Accès à l'électricité dans la province de l'Atlantique, au Bénin	Afrique de l'Ouest	Bénin	SE4All	Énergie	SI	AFD	20 000 000	12.12.2013	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Amélioration de l'accès à l'énergie pour le Liberia (LEAP)	Afrique de l'Ouest	Liberia	SE4All	Énergie	SI	BAfD	10 000 000	12.12.2013	En cours
Programme pour des moyens de cuisson propres en Afrique	Afrique subsaharienne	Cameroun, Ghana, Kenya	SE4All	Énergie	AT	KFW	1 700 000	12.12.2013	En cours
Appui au développement géothermique à Tendaho, Éthiopie	Afrique de l'Est	Éthiopie	SE4All	Énergie	SI	AFD	3 000 000	28.03.2014	En cours
Appui au développement géothermique à Tendaho, Éthiopie	Afrique de l'Est	Éthiopie	SE4All	Énergie	AT	AFD	4 500 000	28.03.2014	En cours
Biomasse et énergie solaire en Namibie	Afrique australe et océan Indien	Namibie	SE4All	Énergie	AT	BEI	2 300 000	28.03.2014	En cours
Ligne de transport d'électricité Mbale-Bulambuli	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4All	Énergie	AT	KFW	500 000	12.05.2014	En cours
LV WATSAN – Eau et assainissement dans la région de Kisumu	Afrique de l'Est	Kenya	Régionale	Eau	AT	AFD	5 000 000	03.07.2014	En cours
Restructuration de Cargo Handling Corporation Ltd. (CHCL) (Maurice)	Afrique de l'Est	Maurice	Régionale	Transports	AT	AFD	1 200 000	10.09.2014	En cours
Projet d'électrification rurale en Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4All	Énergie	SI	AFD	7 100 000	19.11.2014	En cours
Projet d'électrification rurale en Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4All	Énergie	AT	AFD	1 200 000	19.11.2014	En cours
Accès routier régional au port de Mombasa	Afrique de l'Est	Kenya	Régionale	Transports	SI	KFW	20 000 000	19.11.2014	En cours
Interconnexion des réseaux électriques des pays de la région des lacs équatoriaux du Nil (NELSAP)	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda	Régionale	Énergie	AT	BAfD	1 787 119	18.03.2015	Achevé
Développement d'infrastructures routières rurales (2RID)	Afrique de l'Ouest	Niger, Nigeria	Régionale	Transports	AT	CDP	4 579 050	30.06.2015	En cours
Électrification du nord-ouest de la Tanzanie	Afrique de l'Est	République unie de Tanzanie	SE4All	Énergie	SI	KFW	7 600 000	30.06.2015	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Baillleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Projet de remise en état de l'axe routier Kagitumba-Kayonza-Rusumo	Afrique de l'Est	Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Transports	SI	BAfD	20 000 000	30.06.2015	En cours
Projet d'accès à l'électricité dans les zones rurales d'Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4All	Énergie	SI	BAfD	10 740 000	30.06.2015	En cours
Projet d'accès à l'électricité dans les zones rurales d'Ouganda	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4All	Énergie	AT	BAfD	465 000	30.06.2015	En cours
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	SE4All	Énergie	SI	BEI	9 100 000	09.12.2015	En cours
Transports de la région du lac Victoria	Afrique de l'Est	Burundi, Kenya, Ouganda, République unie de Tanzanie, Rwanda	Régionale	Transports	AT	PIDG	1 400 000	09.12.2015	En cours
Hybridation solaire visant à accroître l'électrification nationale – SHINE	Afrique de l'Ouest	Mali	SE4All	Énergie	SI	AFD	14 400 000	09.12.2015	En cours
Hybridation solaire visant à accroître l'électrification nationale – SHINE	Afrique de l'Ouest	Mali	SE4All	Énergie	AT	AFD	3 600 000	09.12.2015	En cours
Amélioration et extension du réseau de distribution de Conakry	Afrique de l'Ouest	Guinée	SE4All	Énergie	SI	AFD	17 000 000	09.12.2015	En cours
Amélioration et extension du réseau de distribution de Conakry	Afrique de l'Ouest	Guinée	SE4All	Énergie	AT	AFD	3 000 000	09.12.2015	En cours
Corridor routier régional « Liaison avec le Soudan du Sud »	Afrique de l'Est	Kenya	Régionale	Transports	SI	KFW	22 200 000	09.12.2015	En cours
Corridor routier régional « Liaison avec le Soudan du Sud »	Afrique de l'Est	Kenya	Régionale	Transports	AT	KFW	2 800 000	09.12.2015	En cours
Énergie solaire panafricaine (Katsina)	Afrique de l'Ouest	Nigeria	SE4All	Énergie	SI	PIDG	4 000 000	09.12.2015	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
Amélioration de l'accessibilité et de la sécurité routière dans le corridor de Sirari : réfection des routes du tronçon Isebania-Kisii-Ahero	Afrique de l'Est	Kenya	Régionale	Transports	SI	BAfD	10 000 000	09.12.2015	En cours
Électrification rurale au Kenya (dernier kilomètre)	Afrique de l'Est	Kenya	SE4All	Énergie	SI	AFD	30 000 000	03.02.2016	En cours
DISCOs - Mécanisme de financement en faveur du secteur nigérian de la distribution d'électricité	Afrique de l'Ouest	Nigeria	SE4All	Énergie	AT	AFD	2 300 000	03.02.2016	En cours
SUNREF - Afrique de l'Ouest, phase II	Afrique de l'Ouest	Ghana, Nigeria	SE4All	Énergie	SI	AFD	2 434 000	21.03.2016	En cours
SUNREF - Afrique de l'Ouest, phase II	Afrique de l'Ouest	Ghana, Nigeria	SE4All	Énergie	AT	AFD	6 000 000	21.03.2016	En cours
Programme de petites centrales hydroélectriques	Afrique de l'Est	Ouganda	SE4All	Énergie	AT	AFD	1 500 000	20.09.2016	En cours
Soutien pour la mise en place d'un PPP en faveur d'activités à faible intensité de carbone pour la production d'électricité au Mozambique	Afrique australe et océan Indien	Mozambique	SE4All	Énergie	AT	AFD	4 000 000	20.09.2016	En cours
Centrale solaire photovoltaïque de Djermaya	Afrique centrale	Tchad	SE4All	Énergie	IF	PIDG	6 350 000	20.09.2016	En cours
ASECNA – Programme EGNOS	Afrique subsaharienne	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo	Régionale	Transports	AT	AFD	5 000 000	20.09.2016	En cours
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	SE4All	Énergie	SI	BEI	22 000 000	16.03.2017	En cours

Intitulé du projet	Région principale	Pays	Enveloppe	Secteur	Type de subvention	Bailleur de fonds principal du GBF	Montant net de la subvention (*)	Date d'approbation	Situation actuelle
PPP Ruzizi III – Projet hydroélectrique régional	Afrique de l'Est	Burundi, République démocratique du Congo, Rwanda	SE4All	Énergie	AT	KFW	1 900 000	16.03.2017	En cours
Appui au développement géothermique à Tendaho, Éthiopie	Afrique de l'Est	Éthiopie	SE4All	Énergie	IF	AFD	8 000 000	16.03.2017	En cours
Approvisionnement en électricité durable - Division Sud	Afrique australe et océan Indien	Zambie (CDAA)	SE4All	Énergie	SI	KFW	10 400 000	16.03.2017	En cours
Projet de remise en état de l'axe routier Beroubouay-Malanville	Afrique de l'Ouest	Bénin, Niger	Régionale	Transports	SI	BAfD	9 411 765	16.03.2017	En cours
Financement de l'action en faveur du climat à Maurice – SUNREF destiné à l'adaptation aux changements climatiques	Afrique de l'Est	Maurice	SE4All	Énergie	SI	AFD	3 750 000	16.03.2017	En cours
Financement de l'action en faveur du climat à Maurice – SUNREF destiné à l'adaptation aux changements climatiques	Afrique de l'Est	Maurice	SE4All	Énergie	AT	AFD	3 250 000	16.03.2017	En cours
Ligne de crédit en faveur de mini-réseaux écologiques au Kenya	Afrique de l'Est	Kenya	SE4All	Énergie	SI	AFD	3 900 000	08.12.2017	En cours
Ligne de crédit en faveur de mini-réseaux écologiques au Kenya	Afrique de l'Est	Kenya	SE4All	Énergie	AT	AFD	1 750 000	08.12.2017	En cours
Projet d'énergie éolienne InfraCo au Ghana	Afrique de l'Ouest	Ghana	SE4All	Énergie	IF	PIDG	9 250 000	08.12.2017	En cours
TOTAL							733 649 739		

(*) Exclut la rémunération du bailleur de fonds principal.

États financiers abrégés

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 décembre 2017 (en milliers d'EUR)

	31.12.2017	31.12.2016
ACTIF		
Liquidités et équivalents	573 257	601 009
Actifs financiers disponibles à la vente	-	25 000
Autres éléments de l'actif	21 612	21 620
Total de l'actif	594 869	647 629
PASSIF ET RESSOURCES DES DONATEURS		
PASSIF		
Dettes envers les tiers	5 020	8 390
Autres éléments du passif	8	8
Total du passif	5 028	8 398
RESSOURCES DES DONATEURS		
Contributions	812 958	812 958
Bénéfices non répartis	-223 117	-173 727
Total des ressources des donateurs	589 841	639 231
Total du passif et des ressources des donateurs	594 869	647 629

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 (en milliers d'EUR)

	Du 01.01.2017 au 31.12.2017	Du 01.01.2016 au 31.12.2016
Autres produits	5 472	-
Total des produits d'exploitation	5 472	-
Dépréciation d'actifs financiers disponibles à la vente	-25 000	-
Projets financés	-26 387	-37 002
Charges administratives générales	-3 467	-3 024
Frais d'audit	-8	-8
Total des charges d'exploitation	-54 862	-40 034
Perte nette de l'exercice	-49 390	-40 034
Total de la perte globale de l'exercice	-49 390	-40 034

ÉTAT DES VARIATIONS DES RESSOURCES DES DONATEURS

pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 (en milliers d'EUR)

	Contributions	Bénéfices non répartis	Total
Bilan au 1^{er} janvier 2017	812 958	-173 727	639 231
Total de la perte globale de l'exercice			
Perte nette de l'exercice	-	-49 390	-49 390
Transactions enregistrées directement dans les ressources des donateurs			
Contributions	-	-	-
Bilan au 31 décembre 2017	812 958	-223 117	589 841
Bilan au 1^{er} janvier 2016	811 958	-133 693	678 265
Total de la perte globale de l'exercice			
Perte nette de l'exercice	-	-40 034	-40 034
Transactions enregistrées directement dans les ressources des donateurs			
Contributions	1 000	-	1 000
Bilan au 31 décembre 2016	812 958	-173 727	639 231

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 (en milliers d'EUR)

	Du 01.01.2017 au 31.12.2017	Du 01.01.2016 au 31.12.2016
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Autres produits	5 472	-
Charges administratives générales	-2 771	-1 188
Projets financés	-30 445	-31 219
Frais d'audit	-8	-8
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	-27 752	-32 415
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Contributions reçues	-	1 000
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	-	1 000
Variation nette des liquidités et équivalents	-27 752	-31 415
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice	601 009	632 424
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice	573 257	601 009
Les liquidités et équivalents se décomposent comme suit :		
Comptes courants	573 257	601 009

Liste des donateurs, de leurs représentants, des membres du GBF et total des contributions reçues

Donateur	Représentant	Bailleur de fonds	Contact auprès du bailleur de fonds	Contribution versée (en EUR)
 Commission européenne	Mme Marjeta Jager – DG DEVCO	Banque européenne d'investissement	M. Gregory Briffa	308 700 000 329 000 000 ¹⁴ 10 000 000 ¹⁵
 Royaume-Uni	M. Harry Hagan, ministère britannique du développement international (DFID)	Banque africaine de développement	M. Daniel Schroth	113 757 932 ¹⁶
 France	Mme Adrienne Bénassy, ministère de l'économie et des finances	Agence française de développement	M. Frédéric Minaret	11 500 000
 Espagne	Mme Sonsoles Valle Muñoz, ministère de l'économie et de la compétitivité	Cofides	M. José Carlos Villena	10 000 000
 Allemagne	M. Sören Degg, ministère fédéral pour la coopération et le développement économiques	KfW Bankengruppe	Mme Ute Arens	9 000 000
 Italie	Mme Barbara Chiappini, ministère des affaires étrangères	CDP	M. Riccardo Rolfini	5 000 000
 Finlande	M. Jouko Leinonen, ministère des affaires étrangères	Finnfund	M. Markus Pentikäinen	5 000 000
 Hongrie	M. Péter Tárnoki-Zách, ministère de l'économie nationale	Eximbank ¹⁷	M. Gábor Szócs	1 000 000
 Autriche	Mme Cornelia Schenk, agence autrichienne de développement	Banque autrichienne de développement	Mme Birgit Kapeller	2 000 000 1 000 000 ¹⁴
 Luxembourg	Mme Charlotte Helminger, ministère des affaires étrangères	LuxDev	M. Dimitri Mayaux	2 000 000
 Pays-Bas	M. Martjin Groen, ministère des affaires étrangères	PIDG	M. John Hodges	2 000 000
 Grèce	Mme Christina Mavromati, représentation permanente de la Grèce auprès de l'UE	Ministère de l'économie et des finances	Mme Trisevgeni Lianou	1 000 000
 Portugal	M. Enrique Galán, ministère des finances et de l'administration publique	SOFID	M. António Rebelo de Sousa	1 000 000
 Belgique	M. Christian de Lannoy, ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement	BIO	M. Pierre Harkey	1 000 000
			Enveloppe régionale globale	482 957 932
			Enveloppe SE4ALL globale	330 000 000
			Total général	812 957 932

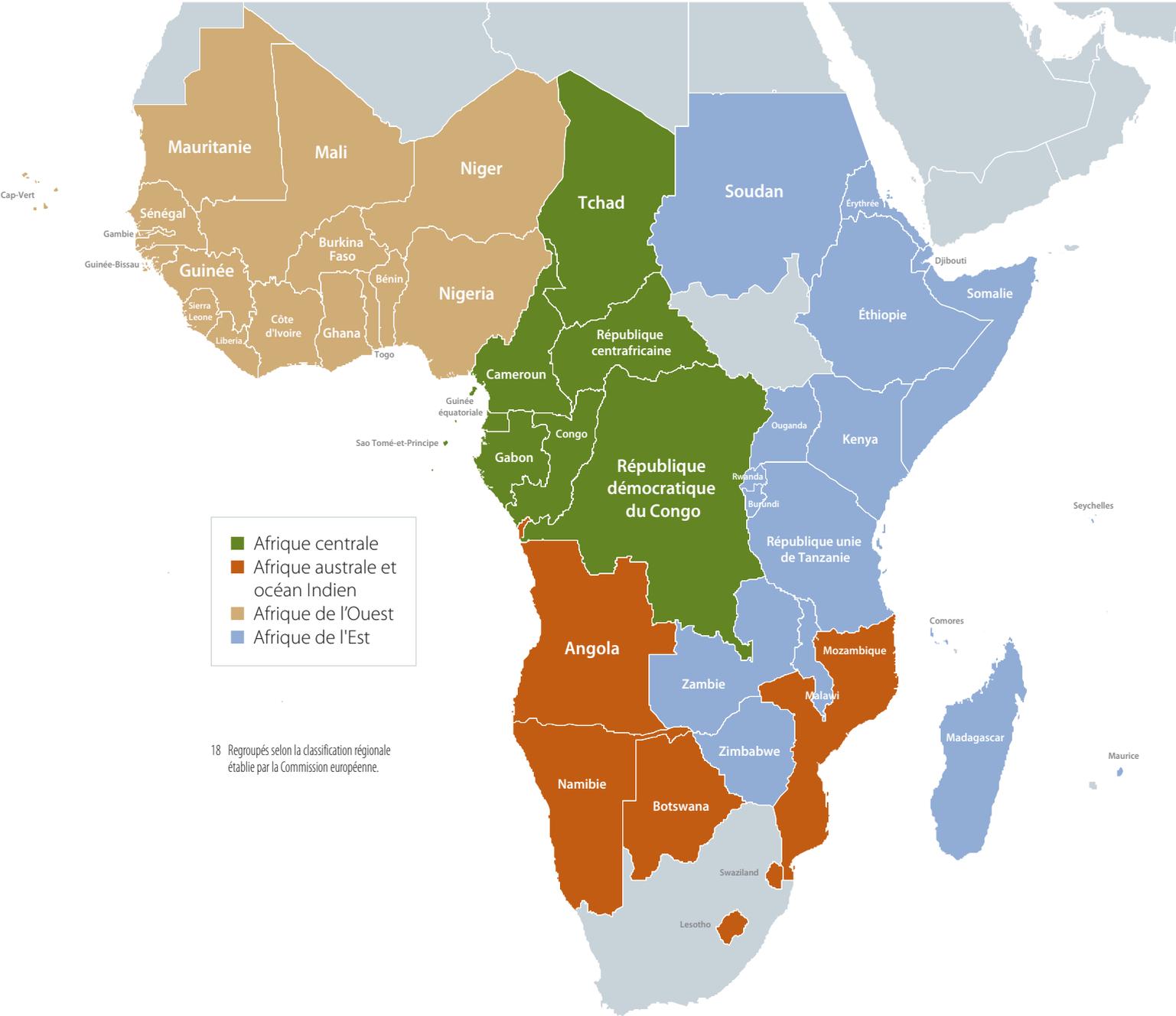
¹⁴ Montant consacré au guichet SE4ALL.

¹⁵ Montant consacré au projet ferroviaire au Bénin.

¹⁶ Équivalent en EUR de la contribution en GBP.

¹⁷ La Hongrie a désigné Eximbank en tant que bailleur de fonds du FFUEAI mais cette banque est encore engagée dans un processus d'agrément complet.

Liste des pays africains admissibles¹⁸



¹⁸ Regroupés selon la classification régionale établie par la Commission européenne.



Union européenne Afrique
Fonds fiduciaire pour les infrastructures

EU-Africa Infrastructure Trust Fund
c/o European Investment Bank
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

www.eu-africa-infrastructure-tf.net



Commission
européenne



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



AFD



Development
through
Investment



cassa depositi e prestiti



Capital para tu inversión exterior



FINNFUND



HELLENIC REPUBLIC
MINISTRY OF
ECONOMY & DEVELOPMENT



KfW



LUX
DEV
Luxembourg Development
Cooperation Agency



Oesterreichische Entwicklungsbank AG



Private
Infrastructure
Development
Group



SOFID

© European Investment Bank, 2018

print: QH-AM-18-001-FR-C ISBN 978-92-861-3747-1 ISSN 1831-8746 doi:10.2867/977477
digital: QH-AM-18-001-FR-N ISBN 978-92-861-3750-1 ISSN 2443-793X doi:10.2867/04089
eBook: QH-AM-18-001-FR-E ISBN 978-92-861-3749-5 ISSN 2443-793X doi:10.2867/85852

**RAPPORT ANNUEL DU
FONDS FIDUCIAIRE
UE-AFRIQUE POUR LES
INFRASTRUCTURES**

**20
17**

